OXFAM
RESEARCH BACKGROUNDER

LA FILIÈRE DE L'ARACHIDE EN HAÏTI PEUT-ELLE RÉSISTER AU « DON » DES ÉTATS UNIS ?

Analyse d'économie politique

Camille Chalmers, Guelsonne Calixte, François Gérard Junior Denart,
Tonny Joseph et Marc J. Cohen

PAPDA
Yon lòt Ayiti Posib!!!

OXFAM

TABLE DES MATIÈRES

Les *Research Backgrounders* d'Oxfam....4
Équipe de rédaction....4
Remerciements des auteurs....4
Citations du présent document....5

Sigles....6

Resumé exécutif....8

1. Introduction....10

2. Mise en contexte : les facteurs sous-jacents au don d'arachides....13
Facteurs conjoncturels : performance du secteur agricole haïtien....13
Facteurs structurels : politiques agricoles et commerciales, pression des bailleurs en faveur de la libéralisation....15
Haïti en 2020 : multiplication des crises....17

3. La chaîne de valeur de l'arachide en Haïti....20
Aperçu de la filière....20
Analyse des disparités liées au genre dans la production et la vente des arachides....26
La transformation....27
La consommation de l'arachide en Haïti....29
La sûreté et la qualité des arachides : le problème de l'aflatoxine....30
En somme....32

4. Contraintes et opportunités....34
Contraintes....34
Opportunités....36

5. Présentation de l'enquête réalisée dans le cadre de cette étude....38
Méthodologie et données....38
Limites de l'étude....39
Résultats....40

6. L'économie politique du don américain d'arachides à Haïti : aide réelle ou dumping déguisé ?....44

7. Conclusion et recommandations 52
Conclusion 52
Recommandations 53

Liste des *Research Backgrounders* 55

LES *RESEARCH BACKGROUNDERS* D'OXFAM

Rédactrice en chef de la série : Kimberly Pfeifer

La série *Research Backgrounders* (documents d'information et de recherche) d'Oxfam a été conçue pour éclairer et favoriser la discussion sur des sujets essentiels à la réduction de la pauvreté. Elle explore un éventail de questions sur lesquelles Oxfam travaille, le tout dans le contexte plus large du développement international et de l'aide humanitaire. La série vise à partager la riche recherche d'Oxfam avec un large public dans l'espoir de favoriser des discussions et des débats réfléchis. Tous les *Research Backgrounders* sont accessibles sous forme de fichiers téléchargeables sur le site web d'Oxfam Amérique (oxfamamerica.org/research) et peuvent être distribués et cités à condition d'en attribuer la provenance (voir la page suivante).

Les sujets des *Research Backgrounders* d'Oxfam sont sélectionnés pour soutenir les objectifs de développement d'Oxfam ou les aspects clés de son travail en matière de politiques. Chaque document représente un premier effort d'Oxfam pour éclairer le développement stratégique de son travail et prend la forme d'une synthèse de la littérature ou d'une recherche originale menée ou commandée par Oxfam Amérique. Tous les *Research Backgrounders* font l'objet d'un examen par les pairs.

Les *Research Backgrounders* d'Oxfam ne sont pas conçus comme des outils de plaidoyer ou de campagne ; ils ne constituent pas non plus l'expression des politiques d'Oxfam. Les opinions exprimées sont celles de l'équipe de rédaction et de recherche, pas nécessairement celles d'Oxfam. Néanmoins, nous croyons que cette série constitue un corpus utile pour tout lectorat intéressé par la réduction de la pauvreté.

Pour obtenir une liste complète des *Research Backgrounders*, veuillez consulter la section « Liste des *Research Backgrounders* » du présent rapport.

Équipe de rédaction

Camille Chalmers est directeur de la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA), et professeur à la Faculté des sciences humaines de l'Université d'État d'Haïti. Guelsonne Calixte, ingénieur agricole, a agi à titre de consultant de la PAPDA pour cette étude. François Gérard Junior Denart était assistant de la recherche de la PAPDA pour cette étude. Tonny Joseph était coordinateur du plaidoyer et de la recherche à Oxfam en Haïti pendant la recherche et est actuellement consultant en Haïti. Marc J. Cohen est chercheur principal à Oxfam et basé à Washington, D.C.

Remerciements des auteurs

Les auteurs tiennent à remercier les critiques suivants pour leurs commentaires utiles sur les projets antérieurs de ce document : Hélène Botreau, Franziska Mager, Frantz Roby Point du Jour, Dieudonné Raymond, Hanna Saarinen et Jeremy Schwartzbord. Nous remercions également Grassroots International pour son rôle important dans le bon travail de cette étude. Nous apprécions les excellents services de montage que Christine Laliberté a fournis et le soutien technique de Stephanie Smith et Bukola Anifowoshe.

Veuillez utiliser le format suivant lorsque vous citez le présent document :

Chalmers, Camille ; Calixte, Guelsonne ; Denart, François Gérard Junior ; Joseph, Tonny ; Cohen, Marc J., « La filière d'arachide en Haïti peut-elle résister le « don » américain ? Analyse d'économie politique », série *Oxfam America Research Backgrounders*, 2020. www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/can-haitis-peanut-value-chain-survive-us-generosity-political-economy-analysis.

Pour obtenir la permission de publier un long extrait, veuillez envoyer votre demande à permissions@oxfamamerica.org.

SIGLES

APC	American Peanut Council (Conseil américain de l'arachide)
APE	Aliments prêts à l'emploi
ANATRAF	Association nationale des transformateurs de fruits
BRH	Banque de la République d'Haïti
CNSA	Coordination nationale de la sécurité alimentaire
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDA	United States Food and Drug Administration (Secrétariat américain aux produits alimentaires et pharmaceutiques)
FMI	Fonds monétaire international
IHSI	Institut haïtien de statistique et d'informatique
IPC	Integrated Phase Classification (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire)
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural
MFK	Meds & Food for Kids (Soins et nourriture pour les enfants)
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PAPDA	Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif
PAS	Programme d'ajustement structurel
PIB	Produit intérieur brut
PLMD	Pays les moins développés
PNSAN	Plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle

PPB	Parts per billion (Parties par milliard)
USDA	United States Department of Agriculture (Département de l'Agriculture des États-Unis)
USAID	United States Agency for International Development (Agence américaine pour le développement international)

RESUME EXECUTIF

En mars 2016, le gouvernement américain a annoncé un don de 500 tonnes d'arachides grillées à sec à Haïti, frappée par la sécheresse. Les organisations de la société civile haïtienne et les organisations non gouvernementales (ONG) internationales ont exprimé leur inquiétude face au fait que le dumping d'arachides fortement subventionnées sur le marché haïtien menaçait les moyens de subsistance des paysans haïtiens.

La PAPDA et Oxfam ont mené des recherches pour mieux comprendre la chaîne de valeur de l'arachide haïtienne, y compris sa division du travail selon le genre, son importance pour les moyens de subsistance et les consommateurs, et l'économie politique du don américain. Nous avons examiné la littérature pertinente ; effectué des recherches dans quatre des 10 départements d'Haïti, interviewé 186 parties prenantes de la chaîne de valeur et mené des discussions de groupe ; et interviewé des représentants de donateurs et d'ONGs et des décideurs politiques agricoles américains.

Nous avons constaté que les acteurs de la chaîne de valeur sont confrontés à un certain nombre de contraintes graves, notamment la non-existence d'un soutien de l'État ; une organisation faible, en particulier parmi les agriculteurs ; utilisation de méthodes de production traditionnelles ; et le manque d'accès à l'irrigation et aux intrants, y compris les herbicides pour contrôler l'aflatoxine. Ce dernier représente un risque grave pour les consommateurs haïtiens, dont beaucoup dépendent du beurre d'arachide local (*manba*) comme aliment de base du petit-déjeuner. Néanmoins, avec les bonnes politiques et les bons programmes agricoles, Haïti a le potentiel pour atteindre l'autosuffisance et rechercher des opportunités d'exportation.

À l'instar d'autres études, nous avons constaté que les acteurs de la chaîne de valeur menaient la production, la commercialisation et la transformation dans un contexte de pauvreté et de moyens d'existence vulnérables. La plupart avaient des revenus liés aux arachides insuffisants pour couvrir leurs frais de subsistance, les obligeant à se livrer à des activités rémunératrices supplémentaires, à la fois à la ferme et à l'extérieur. Cependant, la plupart se sont dits satisfaits de leurs efforts dans la chaîne de valeur de l'arachide. Les femmes en particulier ont déclaré avoir atteint un certain degré d'émancipation économique, malgré des revenus limités

La chaîne de valeur de l'arachide aux États-Unis, en revanche, présente une production hautement subventionnée, des technologies de précision et des agriculteurs politiquement bien organisés qui s'engagent dans une recherche de rente sans vergogne. Cela entraîne des excédents que la législation actuelle oblige le gouvernement américain à acheter et à stocker, et des pressions pour développer les marchés étrangers et utiliser les arachides dans l'aide alimentaire. Mais ce dumping de l'excédent est incohérent avec l'aide agricole américaine visant à stimuler la productivité de l'arachide haïtienne et à surmonter les problèmes d'aflatoxine.

Nous concluons en recommandant au gouvernement haïtien d'augmenter le soutien à la chaîne de valeur par la recherche, la vulgarisation, la formation et le crédit, la promotion des coopératives et des organisations d'agriculteurs et de commerçants, et l'aide à la détection et à la prévention de l'aflatoxine. Nous encourageons également les États-Unis

et d'autres donateurs à continuer de fournir une aide à la chaîne de valeur, tout en évitant les politiques commerciales agricoles qui compromettent cette assistance.

1. INTRODUCTION

Le 31 mars 2016, le département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) a annoncé qu'il faisait don à Haïti de 500 tonnes d'arachides grillées à sec pour « aider à nourrir près de 140 000 enfants souffrant de malnutrition pendant une année scolaire complète[1] ». Ce don a été qualifié de « cadeau empoisonné[2] » par plusieurs ONG locales en Haïti, dont la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA), la Plateforme JE NAN JE, Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen (TK) et Solidarite Fanm Ayisyen (SOFA)[3], et critiqué par plusieurs ONG internationales, dont Oxfam[4]. Ces organisations reprochent au gouvernement américain de déverser sur le marché haïtien des excédents d'arachides américains qui, selon elles, provoqueraient un désastre pour les agricultrices et agriculteurs haïtiens et auraient des répercussions négatives sur le bien-être des personnes pauvres en Haïti.

Néanmoins, l'USDA a défendu ce don rendu possible par « les producteurs agricoles américains et l'innovation agricole », faisant valoir son utilité pour combattre la faim chez les enfants et lutter contre l'insécurité alimentaire provoquée en partie par une « sécheresse dévastatrice en Haïti[5] ». Selon les responsables de l'USDA, le fait que ce don ne représente que 1,4 % de la production haïtienne d'arachides prouve qu'il n'y aurait pas d'effets négatifs sur les producteurs haïtiens[6].

En Haïti**,** l'arachide, appelée aussi par défaut *pistache*[7], est une culture à forte valeur marchande pour laquelle il existe un marché potentiel à la fois local et international. Le beurre d'arachide (*manba* en créole), une source importante de

---

1 Wood, S. *USDA Provides Nutritious U.S. Peanuts in Humanitarian Effort for Haiti*, 31 mars 2016, [En ligne]. [https://www.usda.gov/media/blog/2016/03/31/usda-provides-nutritious-us-peanuts-humanitarian-effort-haiti] [Traduction par Tonny Joseph]

2 Les auteurs souhaitent souligner que le terme « empoisonné » est ici utilisé de façon métaphorique. Ils reconnaissent que les arachides américaines sont produites selon des normes de sûreté alimentaire beaucoup plus rigoureuses que celles d'Haïti et que les arachides américaines ne sont pas littéralement toxiques.

3 « Don de pistaches : Un cadeau empoisonné », *Le Petit Journal Haïti*, 19 avril 2016, [En ligne]. [https://lepetitjournal.com/haiti/actualites/don-de-pistaches-un-cadeau-empoisonne-78521]

4 Offenheiser, R. C. « Dumping Nuts », *The Hill*, 11 mai 2016, [En ligne]. [https://thehill.com/blogs/congress-blog/279249-dumping-nuts]

5 Taylor, A. « What U.S. Peanut Donations Mean to Haiti », Lettre à la rédaction, *Washington Post*, 1er mai 2016, [En ligne]. [https://www.washingtonpost.com/opinions/what-us-peanut-donations-mean-to-haiti/2016/05/01/1fe8a27c-0d61-11e6-bc53-db634ca94a2a_story.html?utm_term=.9b8d23195cd3] [Traduction par Tonny Joseph]

6 McFadden, D. « Donation of surplus peanuts from US dismays Haiti farmers », Associated Press, 15 avril 2016, [En ligne]. [https://www.apnews.com/4a491348c53043e28d6887c67d83fb99]

7 Certaines études utilisent le terme *pistache* comme synonyme d'*arachide*, mais il s'agit en fait d'une plante qui appartient à une autre famille (*Anacardiacées*) que celle de l'arachide dont on parle ici (*Fabacées*). Cependant, en créole, on appelle l'arachide *pistach*.

protéines en Haïti[8], constitue une denrée de base dans l'alimentation quotidienne, notamment dans la préparation du petit déjeuner.

Les petits agriculteurs produisent des arachides dans toutes les régions d'Haïti, en utilisant des méthodes traditionnelles et avec peu ou pas de soutien de l'État. La commercialisation et la transformation locales offrent des opportunités économiques aux femmes rurales. Bien qu'il existe un certain nombre de contraintes à l'expansion de la production et certaines préoccupations cruciales en matière de sécurité sanitaire des aliments, telles que des niveaux élevés d'aflatoxine, les problèmes sont loin d'être insurmontables et les possibilités d'améliorer la chaîne de valeur sont réelles. Par conséquent, le don d'arachides américaines hautement subventionnées est apparu à de nombreux Haïtiens et défenseurs du développement rural d'Haïti comme un dumping excédentaire ou même une tentative américaine de s'installer sur le marché local, au détriment des moyens de subsistance des pauvres Haïtiens.

Afin de mieux comprendre la chaîne de valeur de l'arachide en Haïti, son importance pour les moyens de subsistance en milieu rural et les habitudes de consommation locales, et les facteurs qui sous-tendent le don américain, la PAPDA et Oxfam ont réalisé une recherche. Elle vise précisément à :

- examiner l'économie politique de la chaîne de valeur de l'arachide en Haïti, en mettant l'accent sur le nombre de ménages qui en tirent leur subsistance et sur l'environnement de la politique intérieure ;
- montrer les différents rôles des hommes et des femmes dans la filière ;
- expliquer le rôle des arachides dans les habitudes de consommation quotidienne des Haïtiennes et des Haïtiens, la sécurité alimentaire en Haïti, et le traitement de la malnutrition chez les enfants ;
- explorer l'économie politique américaine de l'arachide, les facteurs qui sous-tendent le don d'arachides proposé à Haïti en 2016 et l'incohérence dans les politiques d'aide et de commerce des États-Unis ;
- soutenir le plaidoyer d'Oxfam et de son partenaire de la société civile haïtienne PAPDA sur l'aide américaine à Haïti, la future législation agricole américaine et la politique agricole des États-Unis.

Le présent rapport examine d'abord le cadre politique et économique de la filière arachide en Haïti. On y décrit ensuite la chaîne de valeur de l'arachide elle-même, soit la production, la commercialisation, la transformation, les questions

---

8 Point du Jour, F. R. *Contribution à l'étude de la filière arachide en Haïti*, Mémoire pour l'obtention du diplôme d'ingénieur-agronome de l'Université d'État d'Haïti, de concert avec l'Université Laval (Canada), p. 31, 50, [En ligne]. [https://akosaa.fsaa.ulaval.ca/fileadmin/Fichiers/Ressources/Memoires/Memoires_Leaders_FSAA/Memoire_Point_du_Jour.pdf]

liées au genre, la consommation et les risques. Ensuite, on explore les contraintes et les débouchés associés à la chaîne de valeur. Enfin, on y présente les résultats des recherches sur le terrain et une analyse de l'économie politique du don des États-Unis. Le dernier chapitre résume les conclusions et les recommandations de l'équipe de recherche.

2. MISE EN CONTEXTE : LES FACTEURS SOUS-JACENTS AU DON D'ARACHIDES

FACTEURS CONJONCTURELS : PERFORMANCE DU SECTEUR AGRICOLE HAÏTIEN

La sécheresse qui a sévi en Haïti de 2015 à 2017, aggravée par le phénomène météorologique mondial El Niño, a frappé de plein fouet le secteur agricole haïtien. Elle a engendré de nombreuses pertes de récoltes à travers tout le pays, empirant ainsi la situation déjà précaire de dizaines de milliers d'Haïtiennes et d'Haïtiens. Dans certaines régions du pays, les pertes agricoles ont atteint jusqu'à 70 % du rendement[9], un fait alarmant lorsque l'on sait que l'agriculture emploie plus de 50 % de la population active[10]. Ce phénomène a plongé une grande partie de la population dans la pauvreté et a porté le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère à 1,5 million en 2015, selon le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM)[11].

D'après une étude de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), la sécheresse a eu des impacts différenciés sur les femmes et les hommes : les femmes tendent à cultiver des terres marginales, de sorte que la sécheresse réduit davantage leur production agricole et leurs revenus que pour les hommes. En outre, de mauvaises récoltes peuvent diminuer les chances des femmes de s'engager dans des activités de mise en marché, une profession principalement exercée par les femmes en Haïti[12].

Les autorités haïtiennes, les ONG et les bailleurs de fonds ont pris plusieurs mesures pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Citons entre autres l'intensification des programmes d'assistance alimentaire du PAM, les programmes « argent contre travail », les programmes de cantines scolaires mis

---

9 Reliefweb. *Caribbean Drought 2015-2017*, [En ligne]. [https://reliefweb.int/disaster/dr-2015-000091-hti]

10 IFAD. *Haiti: The Context*, [En ligne]. [https://www.ifad.org/en/web/operations/country/id/haiti]

11 Programme alimentaire mondial (PAM). *El Niño, Drought Blamed as Severe Food Insecurity Doubles in Six Months in Haiti*, [En ligne]. [https://www.wfp.org/news/el-nino-drought-blamed-severe-food-insecurity-doubles-6-months-haiti]

12 Rames, V., Jean-Gilles, S. et Seisun, C. *USAID/Haiti Gender Assessment Report prepared by Banyan Global*, Port-au-Prince : USAID/Haiti, 2016, p. 76-78.

en place par le PAM et la France[13], le Plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN) du gouvernement d'Haïti[14] et le don d'arachides des États-Unis.

En 2015, le secteur agricole haïtien a affiché une très mauvaise performance, accusant une contraction de 5,4 % par rapport à l'exercice fiscal de 2014[15]. Il s'agit de la pire performance du secteur agricole depuis 2008 (-7,43 %), l'année des quatre grands ouragans[16]. Alors que le gouvernement d'Haïti dit prioriser l'agriculture dans l'économie, la valeur ajoutée du secteur agricole n'a cessé de décroître, atteignant en 2015 son plus bas niveau depuis 1997, soit 1,8 milliard de dollars américains. Sa part dans le PIB total est ainsi passée de 29,5 % en 1997 à 23,3 % en 2011, pour atteindre 20 % en 2015. Évidemment, la baisse de la valeur du PIB agricole ne peut justifier à elle seule la diminution du poids du secteur agricole dans le PIB total. Le développement d'autres secteurs économiques (industrie et service) y est aussi pour quelque chose[17].

Cependant, en 2016, le secteur agricole a amélioré sa performance comparativement à 2015. Notamment, la valeur ajoutée la branche d'activités « Agriculture, sylviculture, élevage et pêche » a crû de 3 % (Figure 1)[18]. En effet, une amélioration pluviométrique a beaucoup aidé la production agricole[19].

---

13 UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. *Humanitarian Bulletin Haiti*, nº 62, juin 2016, [En ligne]. [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha_haiti_humanitarian_bulletin_62.pdf]

14 Conseil interministériel pour la sécurité alimentaire (CISA) et Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA). *Actualisation du plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN)* (version finale), mars 2010, [En ligne]. [http://agriculture.gouv.ht/view/01/IMG/pdf/VERSION_PNSAN_12_Mars_2010.pdf]

15 Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). *Les comptes économiques en 2016*, [En ligne]. [http://www.ihsi.ht/pdf/comptes_economiques_en_2016.pdf]

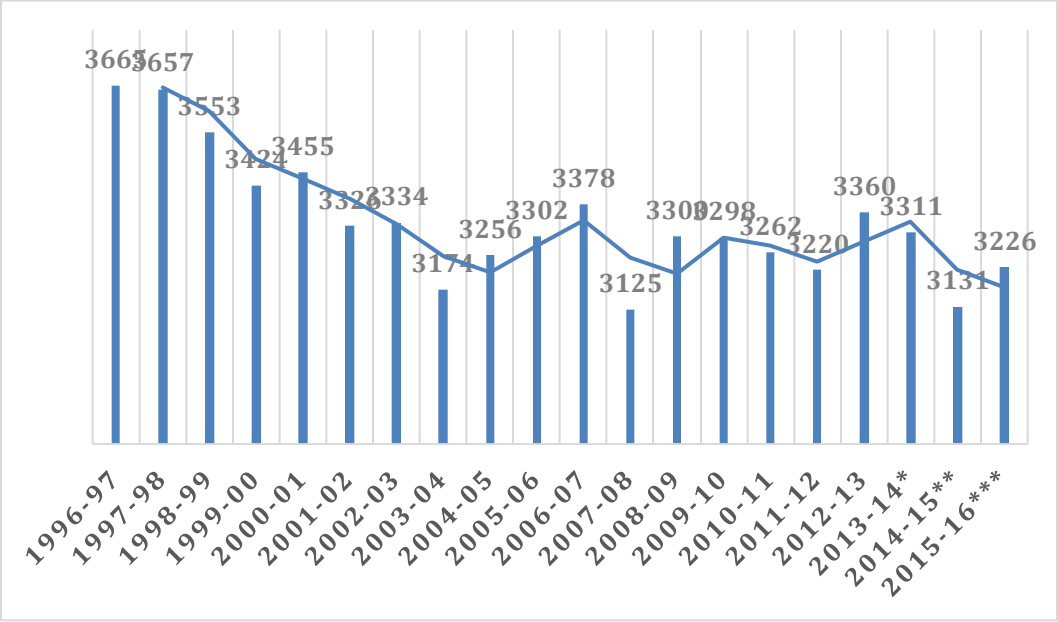
16 Voir *id.*, *Les comptes économiques en 2009*, [En ligne]. [http://www.ihsi.ht/pdf/comptes_economiques_en_2009.pdf]

17 IHSI. « Les comptes économiques en 2016 », *op. cit.*

18 *Ibid*.

19 CNSA, *Haïti : Perspectives sur la sécurité alimentaire*, juillet-décembre 2016, [En ligne]. [http://www.cnsahaiti.org/Web/Bulletin/2016/Bulletin-Perspectives_Aout-2016.pdf]

Figure 1. Évolution de la valeur ajoutée du secteur agricole, 1996-2016 (en millions de gourdes de 1986-1987)



Source : Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI)
Légende : * -- semi-définitifs, ** -- provisoires, *** -- estimations.

FACTEURS STRUCTURELS : POLITIQUES AGRICOLES ET COMMERCIALES, PRESSION DES BAILLEURS EN FAVEUR DE LA LIBÉRALISATION

En collaboration avec plusieurs bailleurs de fonds bilatéraux, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont conçu le Programme d'ajustement structurel (PAS) pour résoudre les problèmes de solvabilité de pays endettés aux prises avec une crise économico-financière, elle-même causée par la dégradation du contexte financier international. Ce programme, ensuite étendu à plusieurs pays pauvres bénéficiant de l'aide financière internationale, prétendait obtenir le retour à la croissance, le rétablissement des dynamiques de développement mises à mal par l'interventionnisme de l'État et la libéralisation économique aux niveaux national et international.

Le gouvernement haïtien a mis en œuvre ce programme néolibéral au début des années 1980. Il contient non seulement des recommandations de politique économique, mais prévoit également des transformations profondes de l'économie du pays. Les mesures prévues visent notamment la rigueur budgétaire, la déréglementation des prix à la production, la dépréciation de la

gourde (la devise haïtienne), le resserrement de la politique monétaire, la libéralisation par la remise en cause de l'intervention de l'État et la privatisation des entreprises publiques indépendamment de leur niveau de rentabilité[20].

Durant la période 1983-1995, le gouvernement a pris plusieurs mesures dites de « redressement » (voir encadré). Ces mesures comprenaient une libéralisation substantielle du commerce agricole : avant 1995, Haïti imposait des droits de douane de 40 à 50 % sur la plupart des importations de produits agricoles. Les droits actuels vont de 0 à 15 %. Pour les arachides, le taux est de 7,9 %. En revanche, les États-Unis imposent des droits de 163 % sur les arachides importées[21].

Les mesures de redressement, 1983-95

Les mesures de redressement peuvent être décomposées en trois groupes[22] :

1. Les mesures de stabilisation et d'assainissement des finances publiques : elles sont axées sur l'administration publique et les entreprises publiques, la construction et l'entretien des ouvrages publics comme les systèmes d'irrigation, le crédit agricole, et la réduction des dépenses publiques et du crédit interne.
2. Les mesures de stabilisation de l'économie : la plupart d'entre elles se résument à la libéralisation du taux de conversion de la gourde par rapport au dollar américain en adoptant le taux de change flottant, à la libéralisation des taux d'intérêt et à l'application d'une politique monétaire restrictive en vue de prendre le contrôle de l'inflation et du taux de change, au grand dam de la croissance ou de la relance économique.
3. Les mesures de démantèlement du système tarifaire : elles consistent à démanteler le système de protection commerciale en éliminant les barrières non tarifaires à l'importation et les interdictions d'importations, et en ouvrant tous les ports au commerce extérieur.

Les grands bailleurs et les institutions financières internationales ont toujours fait pression sur le gouvernement d'Haïti pour qu'il axe principalement sa stratégie

---

20 Voir p. ex. : Banque mondiale. *Haiti: The Challenges of Poverty Reduction*, Washington : Banque mondiale, 1998, 2 vol. ; Fatton, R. Jr. *Haiti's Predatory Republic: The Unending Transition to Democracy*, Boulder, CO : Lynne Rienner, 2002, et *Haiti: Trapped in the Outer Periphery*, Boulder, CO : Lynne Rienner, 2014.

21 McGuigan, C. *Agricultural Liberalisation in Haiti*, Londres : Christian Aid, 2006, [En ligne]. [https://www.christianaid.ie/sites/default/files/2017-08/agricultural-liberalisation-haiti-january-2006.pdf] ; Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET), *Haiti Staple Food Market Fundamentals*, mars 2018, [En ligne]. [http://fews.net/sites/default/files/documents/reports/Haiti%20MFR_final_20180326.pdf] ; Swanson, A. « Trump's Claims of Unfair Tariffs Ring Hollow to US Trading Partners », *Seattle Times*, 11 juin, [En ligne]. [https://www.seattletimes.com/nation-world/nation-politics/trumps-claims-of-unfair-tariffs-ring-hollow-to-u-s-trading-partners/]

22 Coalition nationale pour un moratoire sur les accords internationaux. *Haïti dans l'impasse des politiques de libéralisation commerciale, l'opportunité d'un moratoire aujourd'hui*, 2011, [En ligne]. [http://www.papda.org/article.php3?id_article=959]

de développement autour de zones d'exportation (p. ex. : fabrication de tee-shirts) plutôt que sur l'agriculture. Ils soutiennent que le pays peut toujours importer de la nourriture, même dans une période caractérisée par la flambée et la volatilité des prix[23].

HAÏTI EN 2020 : MULTIPLICATION DES CRISES

Depuis que les auteurs ont mené leurs recherches en 2017, les situations sociales, économiques et politiques en Haïti se sont toutes considérablement dégradées. Il existe un large consensus sur la stratégie à adopter pour résoudre ces multiples crises, une qui doit mettre l'accent sur l'agriculture et le développement rural en tant que moteur de moyens de subsistance durables et de développement global.

Depuis juillet 2018, Haïti fait face à des turbulences sociopolitiques traduisant un malaise économique sans précédent dans le pays. Cette crise s'est accentuée dès la fin du mois de septembre 2019 avec le « pays-lock », qui a pour conséquences immédiates la hausse des prix de produits de première nécessité, la fermeture des entreprises et la perte d'emplois comme corollaire[24]. Le taux d'inflation fluctue autour de 17 %[25] et le taux de chômage avoisine 14 % de la population en âge de travailler[26].

Dans son communiqué du mois de novembre 2019, la Banque de la République d'Haïti (BRH), dite Banque centrale, a donné des chiffres alarmants concernant la croissance du PIB, qui se veut négative de l'ordre de 0,6 % à -0,1 %[27].

Classé parmi les pays les plus pauvres, les plus inégalitaires et les plus corrompus du monde (168^{e} sur 180 au dernier classement de l'ONG Transparency International), Haïti est en état d'instabilité chronique depuis le soulèvement populaire des 6 et 7 juillet 2018, suite à l'augmentation des prix de l'essence aux pompes[28].

---

23 Voir : Fatton, R. Jr. *Haiti: Trapped in the Outer Periphery*, *op. cit.*, p. 7-9, 73-79, 102-105 ; Collier, P. *Haiti: From Natural Catastrophe to Economic Security, A Report for the Secretary-General of the United Nations*, janvier 2009, [En ligne]. [https://www.focal.ca/pdf/haiticollier.pdf] ; Lundahl, M. *The Political Economy of Disaster*, Londres : Routledge, 2013.

24 Taft-Morales, M. « Haiti's Political and Economic Conditions, Updated March 5, 2020 », *Congressional Research Service Report*, 5 mars 2020 ; Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). « Haïti : Les manifestations violentes de février 2019 », 26 mars 2019.

25 *Ibid.*

26 Estimation de la Banque Mondiale [en ligne]. [https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=HT]

27 Banque de la République d'Haïti (BRH). *L'Économie haïtienne en graphes, Novembre 2019.* Port-au-Prince : BRH.

28 Taft-Morales, M. « Haiti's Political and Economic Conditions, Updated », op. cit. ; sur l'inégalité, voir Programme des Nations Unies pour le developpement (PNUD), *Income Gini coefficient,* 2019 [en ligne]

Cette situation de crise trouve son origine dans le tremblement de terre de janvier 2010. Si aucune issue n'est trouvée prochainement, elle pourrait causer une urgence humanitaire qui plongerait 4 millions d'Haïtiennes et d'Haïtiens dans une crise alimentaire aiguë. D'après les dernières données collectées par la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le PAM et Concern Worldwide, l'augmentation des prix, les troubles socio-économiques et la baisse de la production agricole ont entraîné une aggravation de l'insécurité alimentaire en 2019[29].

En octobre 2019, la CNSA a coordonné une analyse basée sur le cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Dix-neuf agences et organisations ont participé à l'exercice, y compris agences gouvernementales, agences onusiennes, les bailleurs de fonds et les agences techniques et plusieurs ONG nationales et internationales (dont Oxfam). L'analyse a révélé que plus d'une personne sur trois a besoin d'une assistance alimentaire urgente en Haïti, soit environ 3,7 millions de personnes[30].

Selon le rapport, la situation s'est aggravée dans les zones rurales depuis la dernière analyse en décembre 2018, le taux d'insécurité alimentaire en milieu rural ayant augmenté de 15 % en moins d'un an. Pour la première fois, une analyse IPC a également été réalisée en milieu urbain ; celle-ci a révélé que plus 850 000 personnes souffrent d'insécurité alimentaire dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Les zones les plus affectées sont le bas Nord-Ouest et les quartiers les plus vulnérables de Cité Soleil. Selon le barème de l'IPC, ces deux zones sont classées en phase 4 (urgence) sur une échelle de 5, ce qui signifie que les familles présentent des déficits de consommation alimentaire extrêmes. Au total, on estime que plus d'un million de personnes sont en phase 4 (urgence) de l'IPC à travers le pays. Si rien n'est fait, la situation risque de s'aggraver et de nouvelles zones pourraient se retrouver en situation d'urgence en 2020.

En outre, à l'exception de certains quartiers des zones urbaines, le reste du pays est classifié en phase 3 (crise) de l'IPC. L'Artibonite, les Nippes, la Grande-Anse et certains quartiers de la Croix-des-Bouquets présentent des taux d'insécurité alimentaire particulièrement élevés.

Cette hausse de l'insécurité alimentaire s'explique par une augmentation des prix des denrées de base de plus de 22 % ; une dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain qui se chiffre à environ 24 % (en glissement annuel) ;

[http://hdr.undp.org/en/content/income-gini-coefficient] ; sur la corruption, voir Transparency International (TI), *Corruption Perceptions Index 2019,* Berlin : TI, 2019.

29 CNSA (Coordination nationale de la sécurité alimentaire). « Synthèse de l'analyse de classification de la sécurité alimentaire », Octobre 2019.

30 Ibid.

les troubles sociopolitiques ; et la dégradation des conditions de sécurité, ce qui a largement réduit l'accès de la population à la nourriture.

De plus, dans les zones rurales, le phénomène El Niño a accentué la sécheresse de 2018, qui s'est prolongée jusqu'au premier semestre de 2019 ; cela a engendré une baisse de la production agricole d'environ 12 % par rapport à l'année précédente.

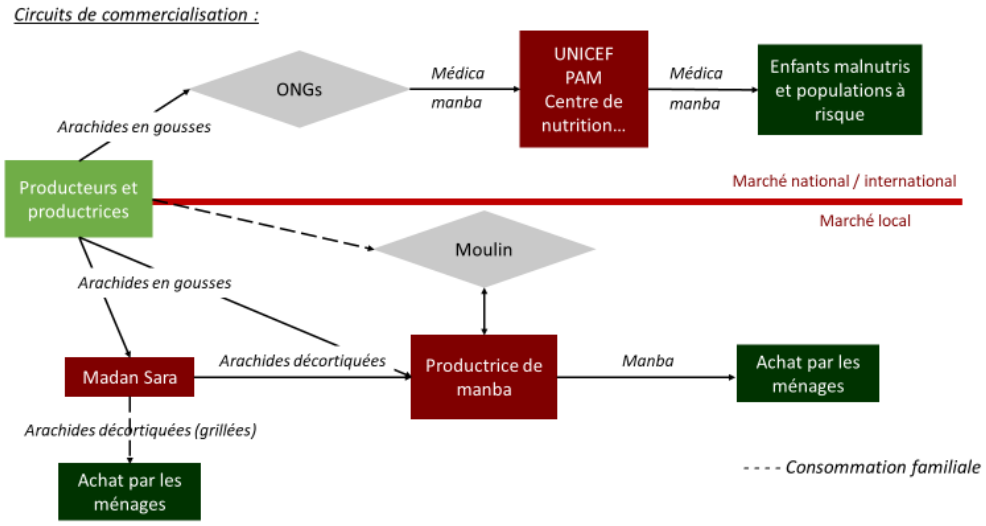
En raison de la sévérité de la situation, des actions urgentes sont requises afin d'apporter un soutien aux familles les plus pauvres et les plus affectées par l'insécurité alimentaire. Il sera également crucial de combiner les interventions d'urgence à des efforts de réhabilitation afin de produire des effets structurels plus durables sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles.

C'est dans ce contexte alarmant qu'intervient la finalisation de la présente étude sur les arachides, qui devrait être lue sous le prisme de l'insécurité alimentaire décrite ci-dessus.

3. LA CHAÎNE DE VALEUR DE L'ARACHIDE EN HAÏTI

La production de l'arachide (*Arachis hypogaea*) s'étale sur tout le territoire haïtien. En plus d'offrir une importante source de revenus à tous les acteurs de la chaîne de valeur, les arachides sont largement consommées en Haïti La filière haïtienne est présentée à la Figure 2.

Figure 2. La filière de l'arachide en Haïti



Source : Oxfam en Haïti

APERÇU DE LA FILIÈRE

Selon le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR) de la République d'Haïti, en 2016, les départements du Nord-Est, de l'Artibonite et du Centre ont produit respectivement 27 %, 26 % et 22 % de la production nationale d'arachide (donc 75 % de la production totale). D'autre part, plus de 70 % de la superficie totale récoltée en arachide en 2016 se trouve dans ces trois départements (27 000

hectares sur 38 000)[31]. Les communes les plus importantes en termes de production sont : Les Gonaïves dans l'Artibonite ; Belladère, Thomonde, Thomassique et Cerca-la-Source dans le Plateau Central ; Grand Bassin, Capotille et Ouanaminthe dans le Nord-Est ; et Petit-Goâve et la Gonâve dans l'Ouest[32]. Cette production est concentrée dans les zones sèches de ces départements et se réalise sur trois saisons agricoles, soit au printemps, à l'automne et en hiver[33]. Les chiffres du MARNDR indiquent aussi que la production de l'arachide monopolise 97 % des surfaces occupées par les cultures oléagineuses au pays[34]. En 2016, le rendement moyen a été de 0,47 tonne par hectare (t/ha)[35], ce qui ne représente que 28 % du rendement moyen mondial de 1,7 t/ha[36].

Haïti compte 35 000 productrices et producteurs d'arachides sur une superficie comprise entre 0,1 à 1,5 ha. La plupart d'entre eux possèdent ou louent leur terrain[37]. La production se fait surtout à l'aide d'outils à main, comme les binettes, et repose sur très peu d'intrants, souvent seulement les semences et la main d'œuvre[38]. Les familles productrices entreprennent le défrichement de la terre, le séchage et le stockage elles-mêmes et vendent 95 % de la production dans les marchés locaux[39]. Les 5 % non vendus sont consommés par la famille productrice ou utilisés comme semences[40].

L'arachide en coque est commercialisée à travers tout le pays. Certaines zones de grande production alimentent cependant de nombreux marchés. Par exemple, l'arachide en provenance de la Grande-Anse est vendue dans plusieurs centres urbains du pays : Port-au-Prince, Cayes, Jacmel, Saint-Marc et Jérémie[41]. La

---

31 MARNDR. *Résultats des Enquêtes Nationales de la Production Agricole, Année 2014,* Port-au-Prince : MARNDR, sans date, p, 30-31.

32 Point du Jour, F. R. Contribution à l'étude de la filière arachide en Haïti, *op. cit*., p. 33.

33 MARNDR. *Résultats des Enquêtes Nationales de la Production Agricole, Année 2014, op. cit*., p. 30-31.

34 MARNDR. *Recensement général de l'agriculture,* Port-au-Prince : MARNDR, 2009.

35 MARNDR. *Résultats des Enquêtes Nationales de la Production Agricole, Année 2016,* Port-au-Prince : MARNDR, sans date, p. 15-16.

36 USDA Foreign Agriculture Service. « World Agricultural Production », *Circular Series WAP* 7-19, July 2019 [En ligne]. [https://apps.fas.usda.gov/psdonline/circulars/production.pdf]

37 Point du Jour, F. R. Contribution à l'étude de la filière arachide en Haïti, op. cit., p. 37 (chiffres de TechnoServe). Selon Point du Jour (p. 52), d'autres études estiment le nombre de producteurs et productrices à 150 000.

38 Fondation Fonkoze et Mennonite Economic Development Associates (MEDA). *Analyse des chaînes des valeurs pour la pistache et le piment dans le Plateau Central d'Haïti*, septembre 2014, p. 15, 18 ; Schwartzbord, J., Ianotti, L. et Smith, C. *AF Control and Livelihoods Among Peanut Farmers in Northeast Haiti: A Formative Survey*, Étude faisant partie de la thèse doctorale de Schwartzbord, J. R. *Aflatoxin Contamination, Human Exposure and Opportunities in the Haitian Peanut Value Chain*, Université Cornell, 2015, ch. 4, p. 55-81.

39 Point du Jour, F. R. Contribution à l'étude de la filière arachide en Haïti, *op. cit*., p. 37.

40 Fonkoze et MEDA. Analyse des chaînes des valeurs pour la pistache et le piment dans le Plateau Central d'Haïti, *op. cit*., p. 18-19.

41 Point du Jour, F. R. Contribution à l'étude de la filière arachide en Haïti, *op. cit*., p. 35-36, 38.

transformation de l'arachide est aussi une activité très répandue sur le territoire, mais se fait plus intense dans les milieux périurbains et urbains[42]. En général, l'arachide en coque n'est pas un produit d'exportation, mais une certaine partie de la quantité produite dans les zones frontalières est exportée vers la République dominicaine[43]. Par ailleurs, on retrouve sur le marché quelques tonnes de beurre d'arachide importé, malgré une production locale de plusieurs milliers de tonnes[44].

Selon une étude sur la filière de l'arachide au Plateau Central, « l'arachide, connue sous le nom de Pistache, est une culture courante en Haïti, appréciée par les agriculteurs pour sa résistance[45] » à la sécheresse. Pour cette raison, « aucun des agriculteurs interviewés ne pouvait se rappeler avoir complètement perdu une récolte à cause des conditions atmosphériques[46] ».

Cette étude constate que la variété d'arachides la plus cultivée en Haïti est la Valencia. Sa saison dure deux mois et vingt jours, ce qui permet de produire deux récoltes par an s'il y a assez de pluie, et trois avec irrigation[47]. Cependant, en Haïti, l'arachide est généralement cultivée en régime pluvial[48].

En dépit de son importance, la filière de l'arachide est encore peu structurée en Haïti et repose sur des productrices et producteurs non spécialisés, une production éparpillée, de nombreux intermédiaires et une grande part de transformation artisanale[49]. L'agroéconomiste Frantz Roby Point du Jour souligne que les productrices et producteurs ne sont pas enclins à s'organiser en dépit de « la présence de certaines organisations au niveau des producteurs […] ». Parce que les productrices et les producteurs sont très épars, la coordination est difficile[50]. De plus, cette filière n'est pas durable dans les conditions actuelles de production, qui provoquent une érosion marquée des sols

---

42 *Ibid*., p. 39-40.

43 *Ibid*., p. 35. L'agroéconomiste Frantz Roby Point du Jour nous a lui-même indiqué ne pas avoir pu obtenir des données précises pour les exportations [Message électronique, novembre 2019].

44 *Ibid*., p. 32.

45 Fonkoze et MEDA, Analyse des chaînes des valeurs pour la pistache et le piment dans le Plateau Central d'Haïti, op. cit., p. 13.

46 *Ibid*., p. 15.

47 *Ibid*., p. 13

48 Point du Jour, F. R. [Message électronique, novembre 2019].

49 Point du Jour, F. R. Contribution à l'étude de la filière arachide en Haïti, *op. cit*., p. 37, 43, 49.

50 *Ibid*., p. 48.

par le ruissellement et les vents dans les zones de production[51]. Ainsi, l'État ne priorise pas la filière de l'arachide dans sa politique agricole actuelle[52].

La demande potentielle est d'au moins 40 000 tonnes d'arachides par année[53], tandis que l'offre actuelle est environs 30 000 tonnes[54]. Actuellement, en raison d'une différence marquée entre l'offre intérieure et la demande, ainsi que d'un fort taux d'inflation, les prix sont élevés par rapport à ce qu'ils étaient en 2000. On enregistre également d'importantes fluctuations saisonnières dans les prix : entre la récolte et la période de semis, les variations sont de l'ordre de 25 % à 257 % selon les régions[55]. Par exemple, un projet agricole Oxfam axé sur les chaînes de valeur de l'arachide et du manioc dans le Grand Nord a révélé en 2014 que la vente d'arachides juste après la récolte ne générait pas beaucoup de revenus pour les agriculteurs. En revanche, si elle est stockée entre deux et trois mois, le prix remonte et permet d'améliorer les recettes de 25 %[56].

Profil de la production au Plateau Central

Au Plateau Central, le producteur typique plante 15-20 marmites d'arachides et peut s'attendre à récolter 5-12 barriques (i.e. 200-480 marmites)[57]. Dans cette zone, on utilise très peu d'intrants et c'est principalement la main-d'œuvre (2 500-3 000 gourdes par hectare) qui sert à planter et à récolter[58].

La valeur marchande varie beaucoup au Plateau Central : 50 gourdes par marmite avant la récolte, mais 35 gourdes après. Par conséquent, la marge de profit des petites exploitations agricoles varie aussi, généralement entre 15 et 25% des coûts, en fonction de facteurs tels que le prix de vente, la météo et la qualité des intrants[59].

---

51 Bargout, R. N. et Raizada, M. N. « Soil nutrient management in Haiti, pre-Columbus to the present day: Lessons for future agricultural interventions », *Agriculture and Food Security,* vol. 2, nº 11, 2013, p. 2-3.

52 Point du Jour, F. R. Contribution à l'étude de la filière arachide en Haïti, *op. cit*., p. 48.

53 *Ibid*., p. 32.

54 *Ibid*., p. 31.

55 *Ibid*., p. 32.

56 *Rapport mensuel interne*, Projet d'amélioration durable des filières agricoles porteuses (manioc et pistache) dans les communes de Limonade et de Fort-Liberté (axe Nord – Nord-Est), Oxfam-en-Haïti, 2 décembre 2014.

57 Voir : Fonkoze et MEDA. *Analyse des chaînes des valeurs pour la pistache et le piment dans le Plateau Central d'Haïti*, *op. cit*., p. 18. [La marmite est un instrument traditionnel de mesure de volume qui n'est pas standard et qui est modifié à volonté].

58 *Ibid*., p. 18-19.

59 *Ibid*., p. 19.

Profil socio-économique des productrices et producteurs d'arachides au Grand Nord

Deux études menées au Grand Nord sont arrivées aux mêmes conclusions. D'abord, pour les productrices et producteurs touchés par le projet d'Oxfam au Grand Nord, 85 % des dépenses de culture sont liées à la main d'œuvre, surtout pour le travail de lutte contre l'érosion en zone de pente. Le reste (15 %) concerne l'achat des semences (voir Tableau 1)[60].

Par ailleurs, une équipe de recherche de l'Université Cornell et de l'Université Washington à St. Louis, menée par J. R. Schwartzbord, a étudié 109 productrices et producteurs d'arachides dans les départements Nord et Nord-Est, dans les environs de Bas-Limbé, Novion, Plaine-du-Nord, Port-Margot et Ouanaminthe (Capotille)[61] :

> *Notre enquête auprès de 109 agriculteurs a montré que la majorité d'entre eux pratiquaient l'agriculture de subsistance et s'appuyaient sur un nombre limité d'outils manuels traditionnels. Seuls 5,7 % des agriculteurs ont déclaré avoir accès à des fongicides pour lutter contre les agents pathogènes foliaires. Aucun paysan n'avait accès à l'irrigation. Quarante pour cent des agriculteurs ont mentionné l'inaccessibilité au crédit comme une contrainte à la production et, dans l'ensemble, notre profil suggère un système d'exploitation très limité en ressources. Vingt-trois pour cent des participants étaient au courant de l'aflatoxine […]*[62]

En outre, l'étude révèle qu'aucun des participants et participantes n'appartient à une organisation paysanne formelle. Parmi les 109 sujets, seulement 11 % vendent leurs arachides par l'entremise d'une coopérative. Par contre, plus de 70 % engagent de la main-d'œuvre pour planter, désherber et récolter. Quatre-vingt-trois pour cent de l'échantillon de Schwartzbord et al. plantent la variété d'arachides Runner. Presque tous (98 %) cultivent d'autres cultures en association avec l'arachide (du riz, du manioc, de la canne à sucre, du maïs, des bananes ou des pois), tandis que 57 % dépendent d'emplois non agricoles.

---

60 Rapport mensuel interne, Oxfam-en-Haïti.

61 Schwartzbord et al. AF Control and Livelihoods Among Peanut Farmers in Northeast Haiti, op. cit.

62 *Ibid*., p. 55. [Traduction par Tonny Joseph].

Tableau 1. Coûts et revenus des productrices et des producteurs d'arachides au Grand Nord

Activités	Unités	Quantités	Prix unitaire (gourdes)	Prix total (gourdes)	Pourcentage des coûts
Vente d'arachide	Marmite	254	60	15 240	
Total (gourdes)				15 240	
Coût de production					
Préparation du sol	Main d'œuvre	1	2 000	2 000	18 %
Semence	Marmite	21	80	1 680	15 %
Plantation	Main d'œuvre	1	1 000	1 000	9 %
Entretien (sarclage 2 fois)	Main d'œuvre	2	1 800	3 600	32 %
Frais de récolte	Konbit 8 personnes	6	500	3 000	27 %
Total (gourdes)				11 280	
Marge brute (gourdes)				3 960	

Source : Oxfam-en-Haïti (2014)

Schwartzbord et al. notent un contexte socio-économique similaire à celui des précédentes études menées en Haïti[63]. Près des trois quarts de leurs sujets étaient des hommes[64]. La taille moyenne des ménages, soit 6,5 personnes, est

63 Point du Jour, F. R. Contribution à l'étude de la filière arachide en Haïti, op. cit. ; Fonkoze et MEDA, Analyse des chaînes des valeurs pour la pistache et le piment dans le Plateau Central d'Haïti, op. cit.

64 Schwartzbord et al. AF Control and Livelihoods Among Peanut Farmers in Northeast Haiti, op. cit. Cf. Pluviose, L. Economic Impact of Cooperative Peanut Marketing on Subsistence Farming in Haiti. Pennsylvania State University, 1991.

plus élevée que la moyenne nationale de 4,6 membres par ménage[65]. Parmi les participants et participantes, 64 % ont déclaré avoir un niveau d'instruction primaire ou n'avoir pas fréquenté l'école.

Schwartzbord et al. invitent à une interprétation très prudente des données sur les revenus des agriculteurs, en raison d'erreurs d'échantillonnage et de déclaration chez les agricultrices et agriculteurs. Certains ne tiennent pas de registres précis de leurs dépenses et de leurs revenus, tandis que d'autres hésitent à les révéler. Néanmoins, l'équipe de recherche a établi la moyenne géométrique du revenu annuel total des sujets (y compris le revenu provenant de la production d'arachides et les autres revenus) à 836 $ US, soit 2,29 $ US par jour, un montant inférieur au seuil de pauvreté de la Banque mondiale, qui est de 2,41 $ US par jour[66].

Par ailleurs, Schwartzbord et al. ont trouvé qu'en moyenne, la somme des dépenses des ménages est deux fois plus élevée que le revenu total des agriculteurs et agricultrices individus. Ces dépenses regroupent surtout la nourriture, l'éducation des enfants et les soins de santé. L'écart entre les revenus et les dépenses concorde toutefois avec le fait que 80 % des participants et participantes ont déclaré que d'autres membres de la famille contribuent aux dépenses du ménage.

ANALYSE DES DISPARITÉS LIÉES AU GENRE DANS LA PRODUCTION ET LA VENTE D'ARACHIDES[67]

La production

Le projet d'Oxfam au Grand Nord a montré que la production d'arachide reste pour la majorité une activité très secondaire. Depuis la fermeture de l'Institut de développement agricole industriel, qui a vulgarisé des variétés précoces du type Valencia, aucun encadrement technique n'est dirigé vers cette branche de la filière.

En outre, le projet a également révélé qu'en général, les hommes participent dans toutes les activités de production de l'arachide (de la plantation à la récolte) à hauteur de 70 %, et les femmes à 30 %. Les hommes s'occupent en grande partie de la préparation du sol, de la plantation, des travaux d'entretien et de la

---

65 Verner, D. et Egset, W. *Social Resilience and State Fragility in Haiti: A World Bank Country Study*, Washington, DC: The World Bank, 2007.

66 Banque mondiale. *The World Bank in Haiti*, [En ligne]. [https://www.worldbank.org/en/country/haiti/overview]

67 Note tirée des rapports internes, Oxfam-en-Haïti, 2014.

récolte, activités auxquelles les femmes contribuent faiblement (moins de 20 % de participation). Par contre, elles assurent à plus de 75 % la vente.

La vente

Ce même projet d'Oxfam démontre qu'une multitude d'intermédiaires, représentés par les Madan Sara et les petites commerçantes locales, assurent la circulation de l'arachide en coque entre les producteurs et les transformateurs, et ceci, dans des conditions de transport très difficiles. Ces intermédiaires sont presque à 100 % des femmes. Le commerce se réalise dans le secteur informel et la marmite est utilisée pour l'achat ou pour la vente. En fin de circuit, le prix de l'arachide a plus que doublé[68].

De même, selon une étude de Fonkoze et Mennonite Economic Development Associates, les acheteurs de Port-au-Prince se procurent des arachides cultivées au Plateau Central au marché de Lascahobas : « Tout comme beaucoup de marchés agricoles en Haïti, les circuits de production et de commercialisation sont fortement segmentés et il y a de petites quantités de produits provenant de très petites exploitations qui circulent entre les mains de nombreuses marchandes à travers beaucoup de marchés ruraux avant d'atteindre les consommateurs finaux[69]. »

LA TRANSFORMATION[70]

La production d'arachide est presque totalement transformée : 95 % sont utilisées pour produire du beurre d'arachide (*manba*) et 5 % sont grillées ou servent à produire des tablettes et de la *carapina* (arachides enrobées d'un mélange de sucre et de condiments). Les unités de transformation sont nombreuses[71]. Il existe dans certaines zones du pays une grande quantité d'unités artisanales et de petites unités motorisées, mais très peu d'unités de type industriel ou semi-industriel.

---

68 *Ibid*. Madan Sara sont de petits commerçants qui achètent et vendent différents types de produits et relient les zones rurales aux villes et villages. Presque toutes sont des femmes. Voir par exemple, PAM, Analyse du marché: Haïti, Rome: PAM, 2016, p. 6.

69 Fonkoze et MEDA, Analyse des chaînes des valeurs pour la pistache et le piment dans le Plateau Central d'Haïti, op. cit., p. 13.

70 Voir : Jean, J. C. et Saint-Dic, R. *Étude filière de l'arachide produite à La Gonâve*, Service chrétien d'Haïti (SCH), 2005.

71 MARNDR. Résultats des enquêtes nationales de la production agricole, 2014, op. cit.

Les transformateurs, qui se chiffrent à 10 500 environ, forment un ensemble assez diversifié dans lequel on retrouve très peu des transformateurs spécialisés[72]. On distingue deux groupes de transformateurs :

Les fabricants de beurre d'arachide[73]

C'est le groupe le plus important, dénombrant 8 000 membres environ. On y retrouve :

- 7 650 fabricants artisanaux disposant de petits moulins à bras qui ne peuvent transformer que 55 kg d'amandes d'arachide par jour, mais qui absorbent 65 % de la production ;
- 250 fabricants artisanaux disposant de petits moulins motorisés dont la capacité est de 300 kg/jour. Ces unités sont concentrées dans le Nord, dans les environs de Cap-Haïtien, de Quartier-Morin et de Limonade ;
- 100 transformateurs organisés disposant de moulins motorisés dont la capacité est de 5 à 10 fois supérieure à celle du type précédent. Parmi ce groupe, on ne retrouve que 6 sociétés d'envergure agro-industrielle (Boulangerie Adventiste, Rebo, Dory, Verone et Itala à Port-au-Prince, et Pidy à Saint-Marc). On compte également 14 établissements dirigés par des congrégations de sœurs, dont la plus connue est Terezya à Hinche, et une cinquantaine d'organisations de femmes situées partout au pays (notamment dans le Nord, l'Ouest, le Sud-Est, le Sud et la Grande-Anse).

La plupart de ces transformateurs sont réunis dans l'Association nationale des transformateurs de fruits (ANATRAF). Cette association reçoit l'appui de l'ACTED et d'autres ONG qui travaillent au pays.

Les fabricants de tablettes, de pistaches grillées et de *carapina*[74]

Les responsables de la fabrication, dont le nombre est estimé à 2 500, sont généralement de petites marchandes (soit 80 % de femmes) dépourvues de fonds de roulement et d'équipement. Par conséquent, la portion de la production d'arachide absorbée par ce groupe est très faible. Par contre, la « pistache grillée », appréciée pour sa valeur nutritive et ses nombreuses vertus, est très populaire sur le marché local. Pour sa part, la *carapina* est un produit en pleine expansion, sa commercialisation gagnant les rues comme pour l'arachide grillée.

---

72 Point du Jour, F. R. Contribution à l'étude de la filière arachide en Haïti, op. cit., p. 39-40.

73 Élaboré à partir de Fonkoze et MEDA. *Analyse des chaînes des valeurs pour la pistache et le piment dans le Plateau Central d'Haïti*, *op. cit*. et TechnoServe. *Haitian Peanut Sector Assessment: Strategic Industry and Value Chain*, Washington, DC : TechnoServe, 2012.

74 Jean, J. C. et Saint-Dic, R. Étude filière de l'arachide produite à La Gonâve, op. cit.

Produits transformés

L'arachide est transformée et vendue sous plusieurs formes et appellations[75] :

- La pistache grillée, comme son nom l'indique, est fabriquée en chauffant l'arachide à blanc jusqu'à ce qu'elle devienne bien dorée et en la salant légèrement.
- La tablette de pistaches est faite en grillant des arachides dans du sirop jusqu'à ce qu'une pâte épaisse se forme. Le mélange est ensuite versé dans un plat huilé pour former un bloc d'environ 3 cm d'épaisseur. Une fois refroidi, le bloc est coupé en petits morceaux.
- Les douces et les tablettes sont généralement fabriquées à partir de la même base d'arachides cuites dans du sirop. L'appellation *douce* ou *tablette* dépend de la façon dont la friandise est consommée. Les douces se font avec le jus de fruit alors que les tablettes sont faites de morceaux ou de lamelles.
- Le *chanm-chanm* est un mélange d'arachides et de maïs réduits au moulin en une poudre agrémentée de sucre et parfois aromatisée d'épices douces comme la cannelle.
- Le *manba* est le nom donné au beurre d'arachide en créole haïtien. Il est souvent épicé, agrémenté de piment habanero ou Scotch bonnet.
- Des aliments prêts à l'emploi (APE) sont également fabriqués à partir d'arachides. Deux ONG en fabriquent, soit Zanmi Lasante (« Nourimamba ») et Meds & Food for Kids (MFK) (« Médika Mamba »). Ces produits servent à soigner les enfants souffrant de malnutrition aiguë[76].

Le projet d'Oxfam au Grand Nord a permis d'établir que l'ensemble des activités de transformation de l'arachide est réalisé par les femmes[77].

LA CONSOMMATION DE L'ARACHIDE EN HAÏTI

Comme Schwartzbord et al. notent, « les arachides contribuent à la qualité du régime alimentaire en Haïti en tant que source de protéines et de matières grasses, en particulier chez les personnes en situation d'insécurité alimentaire

---

75 Point du Jour, F. R. Contribution à l'étude de la filière arachide en Haïti, op. cit., p. 34.

76 Partners in Health. *Fighting Poverty, Fighting Malnutrition in Haiti*, 2 octobre 2013, [En ligne]. [https://www.pih.org/article/nourimanba-malnutrition-haiti-poverty] ; MFK. *The Solution,* sans date, [En ligne]. [https://mfkhaiti.org/]

77 Rapports internes de projet, Oxfam-en-Haïti, 2014.

qui n'ont pas accès aux aliments d'origine animale[78] ». Le beurre d'arachide, ou *manba*, est un produit de base dans l'alimentation quotidienne haïtienne, notamment dans la préparation du petit déjeuner, particulièrement pour les écoliers.

LA SÛRETÉ ET LA QUALITÉ DES ARACHIDES : LE PROBLÈME DE L'AFLATOXIN

Un certain nombre de risques et de problèmes entourent la qualité et la sûreté des arachides peu importe où ils sont produits. Mentionnons notamment les allergies, les récidives de calculs rénaux ou urinaires, la rancidité et l'oxydation, ainsi que les risques microbiologiques tels que la salmonelle. La contamination par l'aflatoxine constitue un risque particulièrement grave pour les arachides produites en Haïti[79].

L'arachide peut être contaminée par une moisissure invisible à l'œil nu qui produit une toxine cancérigène appelée aflatoxine. L'aflatoxine ($C_{17}H_{12}O_6$) est une mycotoxine produite par des champignons proliférant sur des graines conservées en atmosphère chaude et humide (*Aspergillus flavus, Aspergillus parasiticus*). Il demeure donc prudent d'éviter la consommation d'arachides tachées, noircies, rances ou moisies.

L'aflatoxine est nuisible aussi bien chez l'homme que chez l'animal, et possède un pouvoir cancérigène élevé. Consommée en grandes quantités, l'aflatoxine peut provoquer des intoxications et des maladies sérieuses, y compris le cancer du foie[80].

De très nombreux produits alimentaires destinés à l'homme ou aux animaux peuvent contenir des aflatoxines en quantité parfois importante[81]. Étant donné que les aflatoxines se retrouvent dans une grande variété de nourriture et considérant leurs effets toxiques, il devient alors très important d'avoir des

---

78 Schwartzbord et al. AF Control and Livelihoods Among Peanut Farmers in Northeast Haiti, op. cit., p. 62. [Traduction par Tonny Joseph].

79 Les auteurs remercient le toxicologue Jeremy Schwartzbord pour ses renseignements sur les problèmes de qualité et de sûreté des arachides. Sur les calculs urinaires, voir : Copelovitch, L. « Urolithiasis in Children », *Pediatric Clinics of North America*, vol. 59, no 4, août 2012, p. 881–896, [En ligne]. [https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3426770/]

80 Mahnine, N. Étude de la contamination des produits céréaliers par les mycotoxines : cas des aflatoxines, de l'ochratoxine A, des fumonisines et des mycotoxines émergentes, Thèse de doctorat pour l'Université Mohammed V de Rabat, Maroc, 4 juillet 2017.

81 Kumar, P., Mahato, D. K., Kamle, M., Mohanta, T. K. et Kang, S. G. « Aflatoxins: A Global Concern for Food Safety, Human Health and Their Management », *Frontiers in Microbiology*, vol. 7, 2017, p. 2170, [En ligne]. [https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5240007/]

méthodes de détection et de dosage adéquates pour répondre aux diverses normes établies dans plusieurs pays.

On peut combattre cette toxine en récoltant les plants dès qu'ils ont atteint la maturité, en faisant sécher les fruits le plus rapidement possible sur un support propre, en triant les graines convenablement et en les stockant dans un lieu sec et sain[82]. Le niveau d'aflatoxine dans les arachides peut être contrôlé grâce à des techniques adéquates d'ensemencement et de gestion de la récolte, notamment l'aspersion de fongicides dans les champs et le séchage adéquat des noix récoltées. Cependant, comme Schwartzbord et al. l'ont mentionné[83], les petits producteurs et productrices ont souvent de la difficulté à accéder aux fongicides, en raison de leur faible disponibilité et de leur prix élevé. Par ailleurs, il faut aussi gérer les effets des fongicides sur la santé humaine et écologique[84].

Les tests confirment que l'aflatoxine est un problème très sérieux qui affecte les arachides produites en Haïti[85]. La population haïtienne en milieux rural et urbain montre des signes d'exposition à l'aflatoxine, et la consommation déclarée d'arachides est le meilleur prédicteur alimentaire d'une telle exposition[86]. En outre, le toxicologue Jeremy Schwartzbord et ses collègues notent que les arachides haïtiennes ne satisfont pas aux normes internationales de sûreté alimentaire, et que le pays est mal préparé pour prévenir les flambées toxicologiques[87].

Bien que les petits exploitants haïtiens apprécient les arachides pour leur résistance à la sécheresse, les plants d'arachides stressés par l'eau sont plus

---

82 Point du Jour, F. R. Contribution à l'étude de la filière arachide en Haïti, op. cit., p. 25-27.

83 Schwartzbord et al. AF Control and Livelihoods Among Peanut Farmers in Northeast Haiti, op. cit., p. 69.

84 Pennsylvania State University Extension. *Potential Health Effects of Pesticides*, 13 septembre 2017, [En ligne]. [https://extension.psu.edu/potential-health-effects-of-pesticides] ; McGrath, M.T. *What are Fungicides?*, 2016. [En ligne]. [https://www.apsnet.org/edcenter/disimpactmngmnt/topc/Pages/Fungicides.aspx] ; Carrington, D. « Alarming Link Between Fungicides and Bee Declines Revealed », *The Guardian*, 29 décembre 2017, [En ligne]. [https://www.theguardian.com/environment/2017/dec/29/alarming-link-between-fungicides-and-bee-declines-revealed]. Sur le contrôle biologique, voir : [https://aflasafe.com/]

85 Fonkoze et MEDA. Analyse des chaînes des valeurs pour la pistache et le piment dans le Plateau Central d'Haïti, op. cit. ; Schwartzbord, J. R. et Brown, D. L. « Aflatoxin Contamination in Haitian Peanut Products and Maize and the Safety of Oil Processed from Contaminated Peanuts », *Food Control*, vol. 56, octobre 2015, p. 114-118.

86 Schwartzbord, J. R., Leroy, J. L., Severe, L. et Brown, D. L. « Urinary Aflatoxin M1 in Port-au-Prince and A Rural Community in Haiti », *Food Additives and Contaminants: Part A*, vol. 33, nº 6, 2016, p. 1036-1042 ; Jeanty, G. Jr. « Du beurre d'arachides contaminé dans les rayons des supermarchés », *Le Nouvelliste*, 12 juin 2012, [En ligne]. [https://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/146069/Du-beurre-darachides-contamine-dans-les-rayons-des-supermarches]. Voir aussi : Filbert, M. E. et Brown, D.L. « Aflatoxin Contamination in Haitian and Kenyan Peanut Butter and Two Solutions for Reducing Such Contamination », *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, vol. 7, nº 2-3, 2012, p. 321-332.

87 Schwartzbord, J.R., Emmanuel, E. et Brown, D.L. « Haiti's Food and Drinking Water: A Review of Toxicological Health Risks », *Clinical Toxicology*, vol. 51, nº 9, 2013, p. 828-833.

susceptibles d'être contaminés par des aflatoxines[88]. Dans un contexte d'approvisionnement limité, les grains contaminés ont plus de chance de persister dans l'approvisionnement alimentaire et d'être consommés par les personnes les plus vulnérables sur le plan de l'alimentation. Ce phénomène devient particulièrement critique lorsque des événements météorologiques défavorables entraînent une pénurie généralisée dans l'approvisionnement alimentaire haïtien[89].

En juin 2015, Feed the Future, Partners in Health, MFK et Abbott en Haïti ont organisé un atelier sur la mycotoxine dans les aliments en Haïti. Lors de cet événement, le professeur Dan Brown de l'Université Cornell a déclaré que « le beurre d'arachide produit en Haïti contient une quantité d'aflatoxine nettement supérieure au seuil de 20 parties par milliard (ppb) établi par la FDA (US Food and Drug Administration)[90]. » Dans une autre présentation à cet atelier, les professeurs Lemâne Delva et Bénédique Paul, de la Faculté d'agronomie et de médecine vétérinaire de l'Université d'État d'Haïti, ont rendu un verdict sans équivoque : « En conséquence de quoi, les instances régulatrices du pays, particulièrement les ministères concernés (Agriculture, Commerce et Santé publique) ont, à notre avis, l'obligation de penser rapidement à franchir les étapes nécessaires pour établir des normes et standards pour cette industrie[91] ».

Au-delà de l'atelier, l'USAID a fourni un soutien aux producteurs d'arachides haïtiens. Entre 2007 et 2017, l'USAID a soutenu la sélection et la production d'arachides sans aflatoxine en Haïti à l'aide d'une série de projets impliquant des universités américaines et haïtiennes, des ONG travaillant en Haïti et d'autres partenaires.

EN SOMME

Sur le plan économique, l'arachide représente une source de revenu importante pour les fermiers et fermières, les transformateurs et transformatrices, et surtout les femmes, qui représentent 80 % des personnes qui vendent les arachides au détail[92] (pistaches grillées, *manba*, tablettes, etc.). En parallèle, les produits de

---

88 Holbrook, C. C., Kvien, C. K., Rucker, K. S., Wilson, D. M., Hook, J. E. et Matheron, M. E. « Preharvest Aflatoxin Contamination in Drought-Tolerant and Drought-Intolerant Peanut Genotypes », *Peanut Science*, vol. 27, nº 2, juillet 2000, p. 45-48.

89 Les auteurs remercient Dr. Schwartzbord pour ce point.

90 Jeanty, G. J. « Du beurre d'arachides contaminé », *op. cit.*

91 *Ibid*.

92 Jean, J.C. et Saint-Dic, R. Étude filière de l'arachide produite à La Gonâve, op. cit.

l'arachide représentent un élément clé de l'alimentation pour la majorité de la population haïtienne.

4. CONTRAINTES ET OPPORTUNITÉS

La filière de l'arachide d'Haïti est confrontée à un certain nombre de contraintes cruciales. Cependant, il existe également des potentialités évidentes pour les acteurs de cette chaîne de valeur.

CONTRAINTES

Contraintes liées à la production

Parmi les contraintes liées à la production, on dénote notamment :

- un manque d'organisations locales, départementales et nationales pour représenter les intérêts des petits producteurs et productrices ;
- une faible capacité de financement de la production par les petites exploitations agricoles ;
- le manque d'assurance ou de crédit agricole et l'absence de subvention de l'État ;
- la présence de nombreux intermédiaires entre les petites exploitations et le marché de consommation, ainsi que l'augmentation du prix du produit à chaque étape de la chaîne, ce qui crée une ligne de profit ascendant ;
- un accès très limité aux valeurs ajoutées par la transformation ;
- l'utilisation de techniques culturales et d'outils surannés ; la pratique d'une agriculture manuelle et mécanique non motorisée ;
- l'absence de services publics de recherche, de vulgarisation et de formation pour les petits producteurs et productrices d'arachides ;
- l'absence quasi totale d'une structure stable et pérenne pour fournir des renseignements fiables sur les prix et les marchés, afin de faciliter la prise de décision des productrices et producteurs, des entrepreneures et entrepreneurs et des investisseurs potentiels ;
- la faiblesse des capacités de stockage, non seulement sur le plan des infrastructures et des techniques de stockage, mais aussi pour le financement de la production (parce que sans stockage adéquat, les

exploitations sont obligées de vendre leurs récoltes pour financer les activités de production).

Difficultés liées à la transformation

De plus, l'alimentation électrique est concentrée dans les grandes villes et assurée seulement de manière aléatoire ; elle est pratiquement inexistante en milieu rural, rejoignant moins de 10 % des ménages. Ainsi, les entreprises de transformation doivent assurer leur propre autonomie électrique pour transformer les produits dans de bonnes conditions ou pour conserver les produits frais. Cette absence de service public se traduit par des surcoûts et des « dés-économies » d'échelle. Enfin, le maniement de carburant pour les groupes électrogènes augmente également les risques de pollution et de contamination des produits.

Difficultés d'accès aux marchés[93]

De manière générale, les difficultés d'accès aux marchés affectent les diverses filières agricoles en Haïti. Ces contraintes, qui prévalaient déjà avant le séisme de 2010, peuvent être résumées comme suit :

Déficit criant d'infrastructures

Beaucoup de routes sont en mauvais état. Dans la plupart des zones de production, les produits doivent être transportés pendant plus d'une heure à dos d'homme ou d'animal jusqu'à une route tertiaire ou secondaire, pour être empilés sur des camions vétustes qui prendront plusieurs heures pour se rendre au marché local.

Difficulté d'assurer des approvisionnements réguliers

La production agricole en Haïti se caractérise par un grand nombre de petites exploitations agricoles produisant une diversité de cultures. Par conséquent, toutes les filières sont soumises à de fortes contraintes en ce qui concerne la régularité des approvisionnements pour les produits d'une certaine qualité. Il est donc difficile de garantir l'homogénéité d'une matière première destinée à la transformation industrielle, aux supermarchés locaux ou à l'exportation (tous trois exigeant des produits hautement standardisés).

---

93 Voir : MARNDR. « Plan d'investissement pour la croissance du secteur agricole, Annexe 7 », *Développement des filières et renforcement des systèmes de commercialisation*, Port-au-Prince : MARNDR, 2017, p. 4-7, [En ligne]. [https://agriculture.gouv.ht/view/01/IMG/pdf/annexe_7.pdf]

Absence de normes et de systèmes de contrôle de qualité fiables et internationalement reconnus

La faiblesse persistante des institutions haïtiennes se traduit par des déficiences graves en matière de cadre réglementaire et légal du contrôle de qualité en Haïti, lequel cadre n'a pas évolué depuis plus d'un demi-siècle. La plupart des lois sont désuètes ou incomplètes. Des projets de règlements et de lois ont été préparés mais n'ont jamais été déposés au Parlement. Le manque de coordination entre les institutions publiques chargées d'appliquer les normes aggrave ce problème. Par exemple, bien que le laboratoire de Tamarinier du MARNDR dispose de l'équipement requis pour détecter la présence d'aflatoxines dans les produits, l'absence de procédures standardisées et le manque de personnel dûment formé compliquent la réalisation d'analyses systématiques.

OPPORTUNITÉS

Néanmoins, la production de l'arachide en Haïti présente également de réelles opportunités :

- la filière présente des potentiels de croissance, de valeur ajoutée et de création d'emplois qui devraient guider son développement ;
- jusqu'à 95 % de la production est transformée, ce qui entraîne une valeur ajoutée de plus de 200 % ;
- la demande intérieure excède l'offre actuelle ;
- il existe également un important marché intérieur pour les produits dérivés ;
- les unités de transformation du produit créent d'importantes perspectives d'emplois ;
- la République dominicaine, où la culture de l'arachide est en recul, présente un marché potentiel pour l'exportation[94] ;
- en appuyant la filière, on pourrait tirer avantage des opportunités de marchés et des bénéfices qui en découleraient ;
- Des nouvelles techniques de production en terre de pente peuvent mieux protéger l'environnement ;

[94] Polanco, M. « Maní: un cultivo que se colocó en picada en el país », *El Caribe*, 21 août 2018, [En ligne]. [https://m.elcaribe.com.do/2018/08/21/mani-un-cultivo-que-se-coloco-en-picada-en-el-pais/]

- La diaspora haïtienne dans plusieurs pays du continent représente aussi un débouché important qui mériterait d'être exploré.

5. PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE RÉALISÉE DANS LE CADRE DE CETTE ÉTUDE

Pour approfondir nos connaissances de la filière de l'arachide en Haïti, la PAPDA a réalisé une enquête en 2017. Le présent chapitre décrit la méthodologie, les données et les résultats de cette enquête.

MÉTHODOLOGIE ET DONNÉES

Avant de procéder à l'enquête, les auteurs ont effectué une revue de la littérature qui a approfondi leur compréhension de la filière de l'arachide en Haïti. Quelques entretiens ont aussi été menés avec des experts du secteur.

Pour l'enquête, on a sondé 186 personnes choisies par l'échantillonnage de commodité dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, du Plateau Central, du département du Nord et de celui du Nord-Est (voir Tableau 2)[95]. Parmi les personnes interviewées, 88,7 % (165) étaient des fermiers et des fermières, 4,3 % étaient des marchandes (Madan Sara), 2,7 % étaient de petits transformateurs et 4,3 % menaient une autre activité économique dans la chaîne de valeur de l'arachide. De cet échantillon, 85,3 % des responsables de ménages étaient de sexe masculin.

En parallèle, les chercheurs ont mené huit discussions en petits groupes (*focus group*).

[95] Nous y avons couvert les communes suivantes : Hinche, Ouanaminthe, Thomassique, Cerca-Cavajal, Maïssade, Capotille, Ferrier, Fort-Liberté, Petit-Goâve, Grand-Goâve, Léogâne, Bas-Limbé, Port-Margot et Plaine-du-Nord.

Tableau 2. Personnes interviewées par département et profession

Acteurs et actrices de la chaîne de valeur	Département				Total	M Numéro et %	F Numéro et %
	Centre	Nord-Est	Ouest	Nord			
Fermiers et fermières	37	47	45	36	165	135 (82 %)	30 (18 %)
Madan Sara	4	0	4	0	8	2 (25 %)	6 (75 %)
Marchande de pistaches grillées	1	0	0	0	1		1 (100 %)
Marchande de beurre d'arachide	0	0	1	0	1		1 (100 %)
Transforma-teurs et transforma-trices	2	3	0	0	5	2 (40 %)	3 (60 %)
Fabricant de *carapina*	1	0	0	0	1	1 (100 %)	
Autres	5	0	0	0	5	1 (10 %)	4 (90 %)
Total	50	50	50	36	186	141 (76 %)	45 (24 %)

Source : Enquête sur la perspective de l'arachide en Haïti menée par la PAPDA (2017).

LIMITES DE L'ÉTUDE

Notre étude présente plusieurs limites que les lecteurs doivent garder à l'esprit:

- À l'instar d'autres études sur la chaîne de valeur de l'arachide en Haïti, nous avons constaté que les producteurs d'arachides sont dispersés à travers le paysage rural et n'ont pas d'organisations solides, il est donc difficile de trouver un échantillon aléatoire représentatif de ces agriculteurs.
- Cela dit, nos répondants au sondage comprennent un nombre disproportionnellement élevé d'agriculteurs, de sorte que leurs opinions et les

circonstances déclarées par eux-mêmes dominent probablement nos constatations.

- Nous n'avons pas interrogé un groupe suffisamment important de transformateurs de tailles différentes pour nous renseigner sur les différences entre les petites et les grandes entreprises sur des questions telles que la qualité et la sûreté des produits, l'achat d'arachides importées, l'accès au crédit et les contacts avec les décideurs.
- Nous n'avons parlé qu'à quelques Madan Sara, ce qui signifie que nous ne pouvons pas faire de généralisations sur leurs circonstances ou leurs opinions.
- En raison de ressources limitées, nous n'avons effectué aucune recherche ni dans le département de l'Artibonite ni dans le grand Sud, de sorte que notre échantillon n'est pas représentatif au niveau national d'un point de vue géographique et exclut l'une des principales zones de production (Artibonite). Par conséquent, nous avons peut-être manqué certains points importants que nous aurions pu apprendre dans ces régions du pays.

RÉSULTATS

Comme le mentionnent d'autres études sur la filière[96], l'enquête a révélé que les activités de production, de transformation et de commercialisation de l'arachide se déroulent dans un contexte de pauvreté et que les méthodes de production demeurent très traditionnelles :

- Les revenus générés par la culture ou la transformation de l'arachide se révèlent insuffisants pour couvrir certains coûts de la vie. Certains acteurs et actrices de la chaîne mènent d'autres activités afin de pouvoir subvenir à leurs besoins. Ces activités incluent le taxi-moto, d'autres formes de commerce, ainsi que d'autres cultures agricoles, comme le manioc, l'igname, la banane, les pois, les légumes et le maïs. Cette situation est comparable à celle que l'on retrouve parmi les petits producteurs et productrices de régions rurales ailleurs dans les Caraïbes[97].

---

96 Fonkoze et MEDA. Analyse des chaînes des valeurs pour la pistache et le piment dans le Plateau Central d'Haïti, *op. cit*. ; Point du Jour, F. R. Contribution à l'étude de la filière arachide en Haïti, *op. cit*. ; Schwartzbord et al. AF Control and Livelihoods Among Peanut Farmers in Northeast Haiti, *op. cit*.

97 Paul, J.-L., Bory, A., Bellande, A., Garganta, E. et Fabri, A. « Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur : du système de production agricole au système d'activité », *Les Cahiers de la recherche-développement*, nº 39, 1994, p. 7-19.

- Parmi les fermiers et fermières, différentes méthodes sont utilisées pour labourer la terre : la charrue (32,1 %), les *konbit*[98] (55,8 %), les machines agricoles (7,9 %) et d'autres outils (4.2 %).
- Près de 37 % des hommes interviewés étaient analphabètes, tandis que chez les femmes, ce taux s'élevait à 44 %.
- Les répondants avaient en moyenne six enfants.

D'autre part, l'âge moyen des répondants était de 51 ans. Les fermiers et fermières exerçaient en moyenne leur activité depuis 24 ans, contre 13 ans pour les Madan Sara, 20 ans pour les marchandes de pistaches grillées, 12 ans pour les transformateurs et transformatrices et 11 ans pour les autres acteurs et actrices.

Plusieurs des personnes sondées plaident pour un certain accompagnement de l'État dans leurs activités. Cependant, aucune d'entre elles n'a reçu de soutien de l'État haïtien ou d'une quelconque organisation locale ou internationale.

Par ailleurs, 97 % des répondants et répondantes affirment ne pas appartenir à un regroupement de planteurs d'arachides, de transformateurs ou de Madan Sara. Cette absence de soutien et d'organisation ne leur permet pas de faire face aux principaux défis que connaît le secteur, à savoir notamment la gestion de la vermine, le séchage adéquat des arachides, la sécheresse et le stockage. De plus, en l'absence du soutien d'organisations ou d'alliés, ils et elles ne peuvent pas faire de représentations auprès de l'État.

Parmi les agricultrices et agriculteurs sondés, 59,4 % sont propriétaires des terres exploitées, alors que 15,8 % sont locataires et 24,8 % sont métayers (pratiquant *demwatye* en créole). En moyenne, chaque personne consacre trois quarts de carreau de terre à la culture de l'arachide. Évidemment, l'utilisation de méthodes traditionnelles pour le labourage et le nettoyage de la terre réduit la compétitivité de ces petites exploitations face aux grands producteurs internationaux. En ce qui concerne la variété cultivée, ils et elles plantent tous les « *pistach peyi* » (la variété Runner[99]). Plus de 97 % n'utilisent pas d'engrais sur leurs parcelles et 93,3 % ne les irriguent pas. Près de 51 % affirment qu'il est facile de trouver les semences et 74,5 % rapportent être régulièrement aux prises avec des insectes. Normalement, les jardins sont nettoyés deux fois par récolte. En moyenne, chaque fermier ou fermière emploie 14 personnes lors de la semence (dont 6 filles) et 21 personnes lors des récoltes (dont 9 femmes).

---

98 *Konbit* est un terme créole pour un groupe de partage et de travail traditionnel à base communautaire dans les zones rurales d'Haït.

99 Point du Jour, F. R. [Message électronique, novembre 2019].

Enfin, 97 % n'obtiennent pas de crédit auprès des banques ou des institutions de microfinance.

Le stockage des récoltes peut représenter un grand problème pour les petites exploitations agricoles. En effet, seulement 42,4 % des fermiers et fermières de l'échantillon disposent de dépôts pour l'entreposage.

En dépit de ces difficultés, 74,1 % des personnes sondées sont satisfaites ou très satisfaites de l'activité qu'elles mènent dans la chaîne, contre 4,3 % qui se disent insatisfaites et 21,6 %, peu satisfaites[100]. Certaines des femmes interviewées rapportent que leur activité leur procure une sorte d'autonomie financière ; elles peuvent ainsi couvrir certaines dépenses du ménage et investir les profits tirés de leur activité (voir Tableau 3). De même, une enquête réalisée en 2018 pour MFK dans le département du Nord-Est a révélé que des agricultrices d'arachides utilisaient les recettes de leurs récoltes pour combler les besoins cruciaux de leur famille, comme la nourriture, les soins de santé et les frais de scolarité[101].

Tableau 3. Niveau de satisfaction des acteurs et des actrices de la chaîne de valeur

Acteurs et actrices de la chaîne de valeur	In-satisfait	Peu satisfait	Satisfait	Très satisfait	Total
Fermiers et fermières	2	28	69	22	**121**
Madan Sara	3	0	1	4	**8**
Marchande de pistaches grillées	0	0	1	0	**1**
Marchande de beurre d'arachide	1	0	0	0	**1**
Transformateurs et transformatrices	0	1	0	1	**2**
Fabricant de *carapina*	0	1	0	0	**1**

100 Sur la théorie de la satisfaction dans l'emploi, voir : Hackman, J.R. et Oldham, G.R. « Motivation through the design of work », *Organizational Behavior and Human Performance*, vol. 16, nº 2, 1976, p. 250-279.

101 MFK. Enquête sur les femmes productrices d'arachide à Ouanaminthe (Sanane-au-Lait, Savane-Longue et Gens-de-Nantes dans le cadre du projet AFLAH), 2018, [En ligne]. [https://aflah.fsaa.ulaval.ca/fileadmin/Fichiers/Photos_Aflah/ENQUETE_RAPPORT_SUR_LES_FEMMES_final_May_25.pdf]

Autre	0	0	0	5	**5**
Total	**6**	**30**	**71**	**32**	**139**

Source : Enquête sur la perspective de l'arachide en Haïti menée par la PAPDA (2017).

Malgré les contraintes et les problèmes, la chaîne de valeur de l'arachide est cruciale pour ceux qui en tirent des revenus en Haïti et pour les consommateurs locaux. C'est pour cette raison que le don américain annoncé en mars 2016 a soulevé une telle préoccupation.

6. L'ÉCONOMIE POLITIQUE DU DON AMÉRICAIN D'ARACHIDES À HAÏTI : AIDE RÉELLE OU DUMPING DÉGUISÉ ?

Depuis le New Deal des années 1930, le gouvernement des États-Unis apporte un soutien financier et d'autres formes d'appui aux producteurs d'arachides américains. Cependant, la structure de la production d'arachides aux États-Unis a considérablement changé au fil du temps. En 1949, plus de 180 000 exploitations familiales cultivaient en moyenne cinq hectares d'arachides chacune, pour un rendement moyen d'environ une tonne par hectare[102]. Sept décennies plus tard, elles ne sont plus que 6 500 exploitations qui plantent en moyenne 100 hectares d'arachides chacune, pour un rendement moyen de 5 tonnes par hectare (près de trois fois le rendement moyen mondial). La production américaine est fortement concentrée dans une poignée d'États du Sud, la Géorgie représentant à elle seule près de la moitié de la production[103].

La plupart des fermes en question cultivent également d'autres produits et sont des entreprises commerciales complexes qui utilisent des technologies avancées, y compris des variétés d'arachides améliorées, ainsi que des niveaux élevés de mécanisation et beaucoup moins de main-d'œuvre[104]. Aux États-Unis, la plupart des producteurs d'arachides disposent de revenus plus élevés que la moyenne, ils sont très bien organisés politiquement et ont usé de leur influence politique pour maintenir un ensemble de subventions extrêmement généreux en dépit de leur richesse, s'engageant ainsi dans ce que les éminents agroéconomistes ont appelé une « pure recherche de rente[105] ».

La version 2014-2018 du programme de cacahuètes du gouvernement américain offrait au producteur moyen 75 000 dollars de subventions par an (50 % de plus que le revenu moyen des ménages américains), même si ses actifs moyens s'élèvent à 1,5 million de dollars. Les fermes d'arachides ont droit à deux fois la limite des paiements versés par le gouvernement fédéral aux producteurs de toutes les autres cultures, les époux propriétaires pouvant recevoir jusqu'à

---

102 Goodwin, B. K. et Smith, V. H. *Reflections on the US Peanut Program: It's Nuts*, Washington, DC: American Enterprise Institute, 2018.

103 Schnepf, R. « US Peanut Program and Issues », *Congressional Research Service Report R44156*, 27 septembre 2016.

104 Goodwin, B. K. et Smith, V.H. *Reflections on the US Peanut Program, op. cit*., p. 4. [Traduction par Tonny Joseph].

105 *Ibid*., p. 4-5. [Traduction par Tonny Joseph].

500 000 $ par saison. Les paiements ont totalisé 900 millions de dollars par an entre 2014 et 2016 et ont représenté près de la moitié de la valeur de la récolte d'arachides aux États-Unis[106]. En outre, le gouvernement fixe un prix plancher, et si la valeur marchande baisse, il prendra la récolte de la ferme au lieu de percevoir sur les prêts d'aide à la commercialisation, faisant payer aux contribuables américains le coût de la conservation des arachides qui appartiennent maintenant à l'État[107].

À la suite de la décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) selon laquelle les subventions américaines au coton violaient ses règles, la législation agricole américaine de 2014 a beaucoup incité les producteurs de coton à adopter la culture de l'arachide[108]. Toutefois, les subventions américaines à la cacahuète peuvent aussi être mal vues par l'OMC, car elles ont entraîné une augmentation substantielle de la production. Les États-Unis sont maintenant le quatrième producteur mondial d'arachides et vendent au plus bas prix à l'échelle mondiale[109].

Grâce notamment à toutes ces largesses du gouvernement, la production d'arachides aux États-Unis dépasse largement la demande nationale. Le marché intérieur saturé et le coût élevé du stockage des biens acquis par le gouvernement ont conduit à des efforts pour transférer les excédents à l'étranger. Les exportations américaines ont augmenté de 55 % à la suite de l'adoption de la législation agricole de 2014, et les États-Unis sont actuellement le troisième exportateur mondial[110], exportant entre 20 et 30 % des récoltes[111]. Le Congrès exerce également des pressions pour que l'entièreté des arachides, ainsi que le beurre d'arachide, soit intégrée dans l'aide alimentaire nationale et internationale afin d'économiser sur les coûts de stockage (qui devraient atteindre plus de 50 millions de dollars en 2020-2021) et d'expédier les excédents du marché[112].

L'American Peanut Council (APC) est une association professionnelle de l'industrie de l'arachide qui représente les producteurs, les décortiqueurs, les courtiers, les fabricants de produits et les fournisseurs[113]. En tant que « collaborateur » officiel du Service agricole pour l'étranger de l'USDA, l'APC

---

106 *Ibid*.

107 Schnepf, R. « US Peanut Program and Issues », *op. cit*.

108 *Ibid*.

109 *Ibid*. ; Goodwin, B. K. et Smith, V.H. *Reflections on the US Peanut Program*, *op. cit*.

110 *Ibid*. ; Schnepf, R. « US Peanut Program and Issues », *op. cit*.

111 Selon les données de l'APC ; voir : [https://www.peanutsusa.com/export-promotion/export-promotion.html]

112 Shields, D.A. « US Peanut Program and Issues », *Congressional Research Service Report*, 19 août 2015.

113 Voir : [https://www.peanutsusa.com]

reçoit chaque année 2 millions de dollars de fonds publics pour développer les marchés d'exportation[114].

Lors du débat sur le renouvellement de la législation agricole américaine en 2018, Goodwin et Smith ont affirmé :

> *Le programme actuel sur les arachides représente un extrême parmi les extrêmes en ce qui concerne les subventions agricoles. Par conséquent, des changements majeurs sont nécessaires, sinon pour éliminer un tel gaspillage non mérité des ressources limitées des contribuables, au moins pour aligner les niveaux de support sur ceux dont bénéficient actuellement d'autres produits (généreusement soutenus). Poursuivre cette épave de train fiscal incontrôlable est, pour le moins que l'on puisse dire, tout simplement fou*[115].

Bon nombre de politiciens américains s'accordent pour dire que les subventions allouées à la production d'arachides sont excessives, représentent une mauvaise politique publique et ne sont d'aucune utilité pour les pays en développement qui cultivent leurs propres arachides[116]. Pourtant, l'influence politique des producteurs américains d'arachides et de leurs alliés, y compris des membres du Congrès américain sensibles à leur cause, a fait que la nouvelle législation agricole de 2018 a quasiment maintenu le « gaspillage non mérité des rares ressources des contribuables ». Comme l'a commenté l'agroéconomiste Barry Goodwin dans une présentation sur la nouvelle loi sur l'agriculture, en décembre 2018, « les cacahuètes sont la denrée idéale pour participer à ces programmes[117] ».

Malgré les pressions politiques visant à transférer la surproduction générée par les subventions américaines sur le marché mondial, Haïti ne représente pas une cible potentielle importante. En effet, le pays compte principalement sur sa propre production pour satisfaire la demande intérieure[118].

Cette situation contraste fortement avec celle du riz, autre culture des États-Unis ayant enregistré un excédent en raison de subventions. Haïti est le deuxième

---

114 Shields, D.A. « US Peanut Program and Issues », *op. cit*.

115 Goodwin, B. K. et Smith, V.H. *Reflections on the US Peanut Program*, *op. cit*., p. 16. [Traduction par Tonny Joseph].

116 Entretien d'Oxfam avec le personnel démocrate du comité sénatorial américain de l'Agriculture, de la Nutrition et des Forêts, 2016 ; voir aussi : [https://haitiadvocacy.org/wp-content/uploads/2016/05/Final-Letter.pdf] et [https://spectator.org/all-commodities-are-equal-but-some-are-more-equal-than-others/]

117 Présentation à l'International Food Policy Research Institute, [En ligne]. [https://www.youtube.com/watch?v=c2O-OOyrXNM&index=4&list=PLeqdWbb3KnJ9LPnROkPumzpAhqxFUasHK] [Traduction par Tonny Joseph].

118 Les données de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) publiées sur [http://www.fao.org/faostat/en/#home] indiquent de façon non officieuse que seulement 18 tonnes d'arachides décortiquées et 36 tonnes de beurre d'arachide ont été importées en 2015.

marché mondial pour les exportations de riz des États-Unis[119] et, suite à la quasi-élimination des droits de douane par le pays en 1995 sous la pression des institutions financières américaines et internationales, les importations représentent maintenant 80 à 90 % de la consommation[120]. Selon le département du Commerce des États-Unis, en 2017, le riz des États-Unis représentait 96 % de la valeur des importations haïtiennes[121].

Au cours des six années qui ont précédé le don de cacahuètes de l'USDA en 2016, les exportations américaines d'arachides en Haïti ont représenté en moyenne un peu moins de 100 tonnes par an, soit à peine 0,03 % des ventes américaines à l'étranger chaque année (voir Tableau 4). Il y a eu un pic important en 2016, entraîné presque entièrement par le don américain (plus de 80 % du tonnage de cacahuètes des États-Unis exportées vers Haïti cette année-là), et la part des exportations totales de cacahuètes des États-Unis à destination d'Haïti a triplé. Au cours des deux dernières années, les exportations américaines ont chuté à un niveau insignifiant, à la fois en volume et en valeur. De plus, tandis que les arachides américaines représentaient 83 % des importations haïtiennes en 2016, ce taux était de 23 % en 2015 et de seulement 12 % en 2017[122]. Cela suggère que le don de 2016 représente un dumping ponctuel plutôt qu'un effort concerté de développement du marché américain.

Tableau 4. Exportations d'arachides des États-Unis vers Haïti de 2010 à 2018

Année	Tonnes métriques	% des exportations américaines	Valeur en $ US
2010	215	0,09	439 613
2011	36	0,02	80 509
2012	108	0,04	296 728
2013	119	0,02	358 591

119 US Department of Agriculture/Economic Research Service, *Rice Yearbook 2019,* [En ligne]. [https://www.ers.usda.gov/data-products/rice-yearbook/rice-yearbook/#U.S.%20Rice%20Trade]

120 Cohen, M. J. « *Diri Nasyonal ou Diri Miami?* Food, Agriculture and US-Haiti Relations », *Food Security*, vol. 5, nº 4, 2013, p. 597-606 ; Cochrane, N., Childs, N. et Rosen, S. *Haiti's US Rice Imports, A Report from the Economic Research Service, RCS-16A-01*, Washington : USDA, 2016, [En ligne]. [https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/39144/56601_rcs-16a-01.pdf?v=0]

121 *Haiti – Agricultural Sector*, 14 février 2019, [En ligne]. [https://www.export.gov/article?id=Haiti-Agricultural-Sector]

122 Calculs des auteurs à partir de données de l'APC publiées sur [https://www.peanutsusa.com/export-statistics.html] et de données de la FAO publiées sur [http://www.fao.org/faostat/en/#data].

2014	60	0,01	142 442
2015	54	0,01	130 069
2016	**617**	**0,09**	**1 617 998**
2017	38	0,01	124 485
2018	22	Négligeable	84 417

Source : Données de l'APC. [En ligne] [https://www.peanutsusa.com/export-statistics.html]
Notes : Comprend les arachides blanchies, en coques, décortiquées et transformées, ainsi que le beurre d'arachide.
Les données pour 2016 inclut le don d'arachide américain.

Les porte-parole de l'USDA et des Nations unies ont insisté sur le fait que le don d'arachides de 2016 aurait peu d'impact sur les productrices et producteurs haïtiens, étant donné la sécheresse en cours, et qu'il ne représentait que 1,4 % de la récolte annuelle d'arachides typique en Haïti. Le directeur des communications de l'USDA, Matt Herrick, a déclaré que le gouvernement américain et l'ONU soumettraient les cacahuètes américaines à une surveillance stricte en Haïti, afin de s'assurer qu'elles n'étaient dirigées que vers les écoles ciblées. Pour sa part, le PAM a fait valoir que le don contribuerait « à améliorer le régime alimentaire » de ces enfants[123].

> *Herrick a écarté la possibilité d'incorporer des arachides haïtiennes à l'alimentation scolaire, en soulignant le problème de l'aflatoxine et en faisant remarquer que « la seule usine en Haïti produisant des rations alimentaires à base d'arachide pour faire face à la crise actuelle en matière de santé et de nutrition doit régulièrement importer des cacahuètes dépourvues d'aflatoxine »*[124].

En dépit de ces assurances et explications, des articles de presse de 2016 ont indiqué que les productrices et producteurs de cacahuètes haïtiens considéraient ce don principalement comme une tentative d'introduire des cacahuètes américaines bon marché sur le marché haïtien, au détriment de leurs propres moyens de subsistance[125]. Ces perceptions découlent sans aucun doute de la longue et amère histoire de relations agricoles inégales entre Haïti et les États-

---

123 McFadden, D. « Donation of surplus peanuts from US dismays Haiti farmers », *op. cit.* [M. Herrick est l'ancien porte-parole d'Oxfam America].

124 *Ibid*. [Traduction par Tonny Joseph].

125 *Ibid*. ; « Haiti's Peanut Producers Oppose 500-Tonne US Donation », *Al-Jazeera,* 28 août 2016, [En ligne]. [https://www.aljazeera.com/news/2016/08/haiti-peanut-producers-oppose-500-tonne-donation-160828045625248.html] ; Oswald, T. « Haitian Farmers to the U.S. Government: 'No to free peanuts! », *Huffington Post,* 23 juillet 2016, [En ligne]. [https://www.huffpost.com/entry/haitian-farmers-to-the-us-government-no-to-free_b_579262dee4b0a1917a6e91a5]

Unis[126]. Cela inclut non seulement le déplacement dévastateur de *diri nasyonal* (riz de production haïtienne) par *diri Miami* des États-Unis, mais aussi la désastreuse éradication du porc créole. À la suite de l'épidémie de peste porcine africaine en République dominicaine en 1978, le gouvernement américain a fait pression sur les autorités haïtiennes pour qu'elles acceptent de massacrer tous les porcs haïtiens afin d'empêcher la propagation de la maladie aux États-Unis. Les efforts de l'USAID visant à remplacer l'espèce locale par de nouveaux porcs américains ont été vains, car les porcs américains ne pouvaient pas survivre dans les conditions locales. Ces nouveaux porcs entraînaient également des coûts excessifs par rapport au revenu des paysannes et paysans. Plusieurs devaient se mettre ensemble pour élever une paire de porcs, alors qu'autrefois chacun en possédait des douzaines. Ce faisant, les agricultrices et agriculteurs haïtiens à faible revenu ont perdu leur principale forme d'épargne, au détriment de leur niveau de vie[127].

Pour sa part, le gouvernement haïtien a déclaré qu'il n'approuverait pas d'autres expéditions d'aide alimentaire à base d'arachides en provenance des États-Unis. Le 29 juin 2016, un groupe de représentants d'ONG haïtiennes et internationales a rencontré le ministre haïtien de l'Agriculture et des conseillers du premier ministre pour discuter des préoccupations de la base et de la société civile haïtienne quant aux effets négatifs du dumping américain déguisé en aide humanitaire sur le secteur local de l'arachide et sur les moyens de subsistance des agricultrices et agriculteurs. Le ministre et les fonctionnaires rencontrés ont confirmé qu'ils refuseraient tout don supplémentaire ; ils ont aussi indiqué qu'ils travaillaient avec l'USDA sur un mécanisme pour prévenir les fuites d'arachides données dans les programmes d'alimentation scolaire[128].

Peu importe si le prétendu chargement humanitaire d'arachides à destination d'Haïti visait à élargir, à long terme, le marché mondial des arachides américaines ou s'il servait à réaliser un exercice ponctuel de dumping, ce « don » remet sérieusement en doute la cohérence de la politique américaine. Selon Barry, King et Matthews :

> *La cohérence des politiques pour le développement (CPD) est atteinte lorsque des politiques relevant de toute une gamme de domaines de politique intérieure soutiennent, ou du moins ne nuisent pas, à la réalisation des objectifs de développement à*

---

126 Cohen, M. J. « Diri Nasyonal ou Diri Miami? », *op. cit*.

127 Voir : Gaertner, P. *Whether Pigs Have Wings*, 1990, [En ligne]. [http://faculty.webster.edu/corbetre/haiti/misctopic/pigs/gaertner.htm] ; Smith, J.M. *When the Hands are Many: Community Organization and Social Change in Rural Haiti*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 2001 ; Farmer, P. *The Uses of Haiti*, Monroe, ME : Common Courage Press, 2003. [Nous remercions Dieudonné Raymond pour ses renseignements valables à ce sujet].

128 Certains des auteurs du présent rapport ont assisté à cette rencontre.

l'étranger. La CPD est mise en application pour représenter les intérêts des pays en développement les plus pauvres dans les processus de décision politique des pays développés et pour veiller à ce que les investissements dans l'aide étrangère ne soient pas compromis par des politiques de non-aide néfastes[129].

Ces auteurs font remarquer que le niveau élevé de soutien agricole national dans les pays donateurs fait chuter les prix du marché mondial et crée des pressions pour le dumping des excédents à l'étranger, exemple par excellence de l'incohérence de la politique de développement[130]. Le don américain d'arachides à Haïti offre, du moins potentiellement, un exemple paradigmatique de ce phénomène. Il est difficile d'envisager le mécanisme par lequel le PAM et les gouvernements des États-Unis et d'Haïti auraient pu empêcher la vente des arachides données dans les marchés publics locaux, compte tenu du caractère informel des échanges dans ces marchés et du degré de pauvreté et d'insécurité alimentaire régnant dans le monde rural haïtien. Il est important de le souligner, car les arachides américaines ainsi vendues feraient facilement concurrence à la production locale. De plus, considérant que le prix de l'arachide connaît déjà des fluctuations saisonnières importantes sur le marché local, une augmentation incontrôlée de l'offre pourrait faire chuter davantage les prix et les marges de profit des petits producteurs et productrices[131].

Selon les estimations de la FAO, la production d'arachide haïtienne a diminué de 39% entre 2013 et 2018[132], mais des périodes de sécheresse prolongées ont probablement contribué à des déficits. Ni la FAO ni le gouvernement haïtien n'ont publié de chiffres de production réels (non estimés) pour 2014-2018 ; il n'est donc pas possible de calculer l'impact exact du don américain sur la production haïtienne.

Iindépendamment, le don américain menaçait donc de saper les efforts déployés depuis longtemps par les États-Unis et le PAM pour aider les agricultrices et les agriculteurs haïtiens, notamment par son aide importante aux petites exploitations d'arachides. L'une des réalisations principales de ce travail a été de fournir des arachides sûres et produites localement à MFK et à Partners in Health/Zanmi Lasante, afin de produire en Haïti des APE à base d'arachides. Les projets ont également fourni aux productrices et producteurs d'arachides haïtiens des conseils en matière de vulgarisation et l'accès à des intrants tels

---

129 Barry, F., King, M. et Matthews, A. « Policy Coherence for Development: Five Challenges », *Irish Studies in International Affairs*, vol. 21, 2010, p. 133. [Traduction par Tonny Joseph].

130 *Ibid*., p. 136.

131 Les auteurs remercient Frantz Roby Point du Jour pour ce point.

132 Voir: [http://www.fao.org/faostat/fr/#home]

que des semences améliorées, des engrais et des fongicides afin de renforcer leur productivité. De plus, l'USAID a soutenu la formation d'agronomes haïtiens spécialisés dans la production d'arachides sans aflatoxine[133] et a financé la recherche sur le rôle des femmes dans la chaîne de valeur de l'arachide[134].

Le PAM a été le premier à acheter des produits alimentaires haïtiens pour son programme de restauration scolaire à grande échelle. Ce programme rejoint 485 000 élèves dans 1 700 écoles du pays, principalement dans les zones rurales[135]. En outre, le personnel du PAM a informé les auteurs du présent rapport que lors de son intervention après le passage de l'ouragan Matthew en 2016, l'agence s'approvisionnait en APE auprès de MFK, qui fournissait des arachides localement lorsque des approvisionnements sans aflatoxines étaient disponibles[136].

---

133 Fulmer, A., éd., « Haiti Peanut Research Report », *University of Georgia Extension Bulletin*, nº 1499, octobre 2018.

134 Fulton, J., Aliyar, F., Chisi, M. et Welch, E. *External Evaluation of Feed the Future Innovation Lab for Collaborative Research on Peanut Productivity and Mycotoxin Control*, Washington, DC : USAID, 2016, [En ligne]. [https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00MFGK.pdf]

135 PAM. *WFP Haiti Country Brief*, 2017, [En ligne]. [https://reliefweb.int/report/haiti/wfp-haiti-country-brief-march-2017]

136 Entretien accordé aux auteurs par le personnel du PAM et de MFK en 2016.

7. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

CONCLUSION

Le cas du don d'arachides par les États-Unis à Haïti illustre parfaitement l'opposition entre deux types d'agriculture : une agriculture paysanne des zones sèches, soumise à une politique néo-libérale dénuée d'encadrement technique et financier, et une agriculture surdéveloppée qui bénéficie de technologies de pointe et offre une protection à ses fermières et fermiers.

Ces deux modèles agricoles évoluent eux-mêmes dans deux contextes politiques bien différents : une filière haïtienne caractérisée par l'absence d'accompagnement gouvernemental versus une filière américaine fortement soutenue par des politiques de subvention. En effet, comme on l'a vu, 6 500 producteurs américains déjà prospères touchent des subventions annuelles de 900 millions de dollars, tandis qu'en Haïti plus de 35 000 agricultrices et agriculteurs pauvres ne reçoivent aucune subvention ou autre forme d'assistance de leur gouvernement. C'est ainsi que peut se créer facilement un déséquilibre dans le commerce international entre les pays du Nord et les pays du Sud.

Bien que le don de 500 tm d'arachides à Haïti ait visé officiellement à lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition des enfants haïtiens, un examen plus approfondi révèle que l'objectif sous-jacent était plutôt d'ouvrir le marché haïtien aux producteurs d'arachides américains, ou à tout le moins de procéder au dumping des excédents de production, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur le niveau de vie des productrices et producteurs d'arachides haïtiens. En ce sens, le don allait à l'encontre des efforts déjà déployés par le gouvernement américain pour renforcer la production d'arachides en Haïti, car il risquait de donner un avantage concurrentiel aux producteurs internationaux par rapport aux producteurs locaux. À long terme, le don pourrait donc entraîner une augmentation de la quantité d'arachides importées.

Si cela se produisait, l'effet pourrait être dévastateur pour les moyens de subsistance de milliers d'Haïtiens et pour la filière locale, qui revêt pourtant une grande importance pour la population haïtienne. En effet, une revue de la littérature sur la production d'arachides en Haïti et une enquête réalisée dans les départements du Centre, du Nord, du Nord-Est, et de l'Ouest dans le cadre du présent rapport révèlent que la plupart des acteurs et actrices de la filière de l'arachide sont satisfaits de leur activité. La majorité des femmes interviewées rapportent que leur implication tout au long de la chaîne leur permet de

contribuer aux dépenses quotidiennes du ménage, ce qui ouvre la voie à leur autonomisation financière. Par ailleurs, parce que les arachides sont assez résistantes aux sécheresses, elles constituent une forme d'assurance pour les paysannes et paysans haïtiens qui n'ont pas d'assurance formelle. Enfin, les arachides occupent une place très importante du point de vue nutritionnel et culturel. Par conséquent, l'autosuffisance d'Haïti en arachides devrait constituer un objectif important pour la politique alimentaire du pays, et cela devrait occuper une place plus élevée dans l'agenda de la politique agricole du gouvernement haïtien.

RECOMMANDATIONS

- L'État haïtien se doit d'appuyer la filière de l'arachide afin de tirer avantage des bénéfices qu'offrent les nouvelles opportunités de marchés, en offrant ou en appuyant :
    - des services de recherche, de vulgarisation et de formation technique sur l'arachide ;
    - l'accès au crédit pour les fermières et les fermiers, ainsi que pour les marchands et marchandes ;
    - l'accès à des fongicides de type « écologique », ainsi qu'à des formations sur leur saine utilisation. Cela peut comprendre le développement de mécanismes de contrôle biologique des aflatoxines, comme le produit Aflasafe, développé par l'Institut international d'agriculture tropicale au Nigéria. Fabriqué à partir du champignon aspergillus responsable de l'aflatoxine, ce produit est déjà accessible en Afrique[137] ;
    - un appui pour les coopératives et associations de producteurs et productrices, ainsi que de marchands et marchandes ;
    - des investissements dans les infrastructures et la protection des ressources naturelles ;
    - un service de détection de l'aflatoxine.
- Il serait avisé pour les autorités haïtiennes de prendre les mesures nécessaires pour protéger les productrices et producteurs locaux contre les effets dévastateurs des importations subventionnées et du dumping. Comme Haïti fait partie des pays les moins développés (PLMD), l'OMC lui permet

[137] Voir : [https://aflasafe.com/aflasafe/what-is-aflasafe/]

d’instaurer un régime de tarification à durée indéterminée pour assurer cette protection.

- En raison du taux élevé d’aflatoxine dans les arachides haïtiennes, il demeure prudent d’éviter la consommation d’arachides tachées, noircies, rances ou moisies. L’État doit introduire un programme de l’éducation des consommateurs là-dessus.

- Il est urgent que le gouvernement d’Haïti établisse de nouvelles normes nationales et fasse progresser les normes existantes en matière de sûreté alimentaire. De plus, il doit veiller à ce que les transformateurs d'aliments puissent se procurer des matières premières de qualité suffisante et assurer la sûreté des produits. Ce n'est qu'avec de meilleures normes, des contrôles réglementaires, des mesures incitatives et des investissements que les risques de l'aflatoxine pour la santé publique en Haïti seront atténués et que les produits d'arachide haïtiens seront sûrs pour la vente intérieure et concurrentiels à l'échelle internationale.

- Il est recommandé aux producteurs et productrices de la filière de s’organiser en association afin de faire avancer leurs revendications, de plaider pour leurs intérêts politiques et d’obtenir du crédit, de l’assurance agricole et de l’action collective pour un meilleur partage de la valeur ajoutée dans la filière.

- Les bailleurs de fonds comme les États-Unis devraient maintenir leur aide à la filière, tout en évitant de mettre en place des politiques commerciales incohérentes avec leurs programmes d'aide au développement, surtout le dumping.

- Tous les secteurs vitaux de la vie nationale haïtienne (notamment l’État, les coopératives, les banques), les bailleurs de fonds, les ONG internationales et les organismes internationaux devraient s’investir dans la filière de l’arachide ou accompagner ses principaux acteurs et actrices, car elle représente un pilier économique, culturel et nutritionnel fiable.

LISTE DES *RESEARCH BACKGROUNDERS*

"Making Investments in Poor Farmers Pay: A Review of Evidence and Sample of Options for Marginal Areas," by Melinda Smale and Emily Alpert (2009).

"Turning the Tables: Global Trends in Public Agricultural Investments," by Melinda Smale, Kelly Hauser, and Nienke Beintema, with Emily Alpert (2009).

"Risk and Risk Transfer in Agriculture: Facilitating Food Security and Poor Farmer Participation," by Leander Schneider (2010).

"From the Ground Up: Strategies for Global Community-based Disaster Risk Reduction," by Kelly Hauser (2010).

"Impact of Climate Change on Response Providers and Socially Vulnerable Communities in the US," by John Cooper and Jasmine Waddell (2010).

"Climate Change and Violent Conflict: A Critical Literature Review," by Ellen Messer (2010).

"Under Pressure: Reducing Disaster Risk and Enhancing US Emergency Response Capacity in an Era of Climate Change," by Marc Cohen, Kelly Hauser, Ellen Messer, and M. Cristina Tirado (2011).

"Impact of Garment and Textile Trade Preferences on Livelihoods in Cambodia," by Sophal Chan and Sothea Oum (2011).

"In Need of a Better WASH: Water, Sanitation, and Hygiene Policy Issues in Post-earthquake Haiti," by Figaro Joseph (2011).

"Local Capacity in Humanitarian Response: Vision or Mirage?," by Michael Delaney and Jacobo Ocharan (2012).

"Systems, Power and Agency in Market-based Approaches to Poverty," by Chris Jochnick (2012).

"Measuring Economic Progress and Well-Being: How to move beyond GDP?," by Heloisa Marone (2012).

"Land Rights, Land Tenure, and Urban Recovery: Rebuilding Post-Earthquake Port-au-Prince and Léogâne," by Harley F. Etienne (2012).

"Haiti Rice Value Chain Assessment: Rapid Diagnosis and Implications for Program Design," by David C. Wilcock and Franco Jean-Pierre (2012).

"From Controversy to Consensus: Lessons Learned from Government and Company Consultations with Indigenous Organizations in Peru and Bolivia," edited by Emily Greenspan (2012).

"Community Consent Index: Oil, Gas, and Mining Company Public Positions on Free, Prior, and Informed Consent (FPIC)," by Marianne Voss and Emily Greenspan (2012).

"Harvesting Data: What Can 10 Years of Official Development Assistance Data Tell Us About US International Agricultural Development?," by Kelly Hauser (2012).

"Summary of reports on mining and development in the province of Espinar, Peru," by Gerardo Castillo Guzmán (2013).

"US Investment in Large-scale Land Acquisitions in Low- and Middle-Income Countries," by Joshua Humphreys, Ann Solomon, and Emmanuel Tumusiime (2013).

"Local Institutions, External Interventions, and Adaptations to Climate Variability: The case of the Borana pastoralists in southern Ethiopia," by Dejene Negassa Debsu (2013).

"Local Institutions, External Interventions, and Adaptations to Climate Variability: The case of southern Mali," by Rebecca Joy Howard (2013).

"The Power of Oil Palm: Land grabbing and impacts associated with the expansion of oil palm crops in Guatemala: The case of the Palmas del Ixcan Company," by Arantxa Guerena and Ricardo Zepeda (2013).

"Human Rights and Social Conflict in Oil, Gas, and Mining Industries: Policy recommendations for national human rights institutions," by Ben Collins and Lesley Fleischman (2013).

"The Rice Value Chain in Haiti: Policy proposal," by Carlos Furche (2013).

"Housing Delivery and Housing Finance in Haiti: Operationalizing the national housing policy," by Duong Huynh, et al. (2013).

"Development Assistance on Local Adaptive Capacity to Climate Change: Insights from Senegal," by Henri M. Lo and Emmanuel Tumusiime (2013).

"Agriculture Change, Land, and Violence in Protracted Political Crisis: An examination of Darfur," by Abdal Monium K. Osman, Helen Young, Robert F. Houser, and Jennifer C. Coates (2013).

"Sustainable and inclusive Investments in Agriculture: Lessons on the Feed the Future Initiative in Tanzania," by Emmanuel Tumisiime and Demund Matotay (2014).

"Feed the Future Investment in Haiti: Implications for sustainable food security and poverty reduction," by Danielle Fuller Wimbush and Cardyn Fil-Aime (2014).

"Delivering Aid in contested Spaces: Afghanistan," by Erin Blankenship (2014).

"The Drivers of Economic Inequality: A Primer," by Nick Galasso (2014).

"Ready for gold? Assessing Haiti's governance and regulatory capacity for large-scale mining," by Scott Sellwood and Stuart Levit (2015).

"Global Reach of the US Financial Sector," by Stephanie Fontana (2015).

"Climate change, equity and stranded assets," by Simon Caney (2016).

"Gender and Social Accountability: Ensuring women's inclusion in citizen-led accountability programming relating to extractive industries," by Sarah Bradshaw with Brian Linneker and Lisa Overton (2016).

"Transformative and Feminist Leadership for Women's Rights," by Shawna Wakefield (2017).

"The energy challenge in sub-Saharan Africa: A guide for advocates and policy makers: Part 1: Generating energy for sustainable and equitable development," by Nkiruka Avila, Juan Pablo Carvallo, Brittany Shaw, and Daniel M. Kammen (2017).

"The energy challenge in sub-Saharan Africa: A guide for advocates and policy makers: Part 2: Addressing energy poverty," by James Morrissey (2017).

"Political Rigging: A primer on political capture and influence in the 21st century," by Janine R. Wedel, Nazia Hussain, and Dana Archer Dolan (2017).

"Energy and Women and Girls: Analyzing the needs, uses, and impacts of energy on women and girls in the developing world," by Rebecca Rewald (2017).

"The Rise of Populism and Its Implications for Development NGOs," by Nick Galasso, Gianandrea Nelli Feroci, Kimberly Pfeifer, Martin Walsh (2017).

"Mitigating Poverty and Climate Change: How reducing short-lived climate pollutants can support pro-poor sustainable development", by Ryan Hottle and Thomas Damassa (2018).

"Identifying and analyzing the gendered impact of Hurricane María on WASH practices in rural communities of Puerto Rico," by Christiana Smyrilli, Pamela Silva, Lenulisy Rosado, and Martha Thompson (2018).

"Linking Electrification and Productive Use," by James Morrissey (2019).

"Saving for Change in Mali: From Women's Financial Inclusion to Public Engagement," by Tara F. Deubel and Micah Boyer (2019).

"USAID's AVANSE Project in Haiti: An Assessment of Its Conformity with Aid Effectiveness Principles," by Marc Anglade, Marc J. Cohen, and Tonny Joseph (2019).

"Accountable to Whom? Promoting Women's Rights through Extractive Industries Revenue Accountability," by Namalie Jayasinghe, Mirna de la Rosa Jimenez, Maritza Ruiz, Tamara Billima-Mulenga, and Mwiinga Cheelo (2019).

"Natural Gas for Development? Understanding the opportunities and challenges for gas in a context of climate change", by Kendra Kintzi (2019).

Achieving Universal Electricity Access at the Lowest Cost: A comparison of least-cost electrification models, by James Morrissey (2019)

The Demand Side of Impact Investing: Elevating the Perspectives of Local Entrepreneurs in the Impact Sector, by Jessica Jones (2019)

Masculinities and the Rise of the Far-Right: Implications for Oxfam's Work on Gender Justice, by Alan Greig (2019)

Can Haiti's Peanut Value Chain Survive US Generosity? Political economy analysis, by Camille Chalmers, Guelsonne Calixte, François Gérard Junior Denart, Tonny Joseph, and Marc J. Cohen (2020)

Oxfam est une organisation mondiale qui œuvre pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté. Nous aidons les gens à construire un meilleur avenir pour eux-mêmes, à tenir les puissants responsables et à sauver des vies en cas de catastrophe. Notre mission est de nous attaquer aux causes profondes de la pauvreté et de créer des solutions durables. Joignez-vous à nous. **www.oxfamamerica.org.**

La Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) est un regroupement de mouvements sociaux et d'organisations de la société civile haïtienne qui travaille sur les politiques publiques par le biais de l'information, de la formation, de l'analyse critique et de l'élaboration de propositions de rechange. Notre réseau vise essentiellement à renforcer les capacités des mouvements sociaux de notre pays surtout quant à leurs capacités d'interventions sur la scène politique et sociale avec des propositions documentées, viables et cohérentes et qui vont dans le sens des intérêts des couches majoritaires. **www.papda.org**

OXFAM

PAPDA
Yon lòt Ayiti Posib!!!

SIÈGE SOCIAL AUX ÉTATS-UNIS
226 CAUSEWAY STREET, 5TH FLOOR
BOSTON, MA 02114-2206
(800) 77-OXFAM

BUREAU DU PLAIDOYER ET DES POLITIQUES AUX ÉTATS-UNIS
1101, 17TH STREET, NW, SUITE 1300
WASHINGTON, DC 20036
(202) 496-1180

20, RUE JEAN-BAPTISTE, CANAPE-VERT
PORT-AU-PRINCE, HAÏTI
HT 6110
(509) 2816 3931

www.oxfamamerica.org

© 2020 Oxfam America Inc. Tous droits réservés. Oxfam est une marque déposée d'Oxfam America Inc. et le logo Oxfam est une marque déposée de Stichting Oxfam International. Aucune des marques déposées ne peut être utilisée sans l'autorisation du propriétaire.